

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2016/27226]

23 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 janvier 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 janvier 2016;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 26 septembre 2013;

Vu l'avis 59182/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 ratifiée par la Belgique le 3 juillet 2009;

Considérant la Convention internationale aux Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des personnes handicapées, donné en mars 2016;

Considérant le protocole d'accord du 12 février 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif aux engagements à l'égard des acteurs associatifs;

Sur la proposition du Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, l'intitulé du sous-titre 1^{er}, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Sous-titre 1^{er} - Services résidentiels ».

Art. 3. L'article 1195 du même Code, remplacé par l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 4. A l'article 1221, alinéa 2, 5^o, du même Code, le terme « ou » est remplacé par le terme « et ».

Art. 5. L'article 1232 du même Code, remplacé par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 6. A l'article 1245, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le 10^o est abrogé.

Art. 7. A l'article 1262, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les 3^o et 4^o sont abrogés.

Art. 8. A l'article 1265 du même Code, les mots « les frais de transport en service d'accueil de jour pour jeunes scolarisés » sont supprimés.

Art. 9. A l'article 1270 du même Code, les mots « 23 avril 2009 » sont remplacés par les mots « 27 mai 2010 ».

Art. 10. L'article 1274 du même Code, modifié par l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 11. L'article 1281 du même Code est abrogé.

Art. 12. A l'article 1284 du même Code, remplacé par l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« En cas de cumul de prise en charge entre un service résidentiel et un service d'accueil spécialisé pour jeunes tel que défini à 1314/3, la part contributive due par la personne handicapée ou son représentant légal au service résidentiel pour jeunes est diminuée forfaitairement de 2,63 € euros par journée de présence dans le service d'accueil spécialisé pour jeunes. ».

Art. 13. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, le sous-titre 2, comportant les articles 1314/1 à 1314/93, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Sous-titre 2 - Services d'accueil de jour

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 1314/1. Pour l'application du présent sous-titre, l'on entend par :

1^o l'usager : toute personne handicapée telle que définie à l'article 261 du Code décretal, dont la décision d'intervention de l'Agence conclut au bien-fondé de bénéficier du soutien d'un des services visés à l'article 283, 6^o, du même code;

- 2° le jeune : l'utilisateur âgé de moins de 18 ans ou l'utilisateur âgé de 18 à 21 ans pour lequel la décision d'intervention de l'Agence précise qu'il peut continuer à bénéficier du soutien d'un service pour jeunes;
- 3° l'adulte : l'utilisateur âgé de 18 ans au moins et ne bénéficiant pas d'une dérogation pour être accueilli ou hébergé dans un service pour jeunes;
- 4° le relevé mensuel des journées des présences : la liste des journées de présences des usagers selon un modèle établi par l'Agence;
- 5° le cadastre de l'emploi : la liste du personnel établie par le service au terme de chaque année selon un modèle établi par l'Agence;
- 6° l'entité administrative : l'entité constituée de plusieurs services agréés par l'Agence, dépendant d'un même pouvoir organisateur, gérés par une direction générale commune, qui possède pour cet ensemble de service, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel, à savoir : le pouvoir quotidien effectif de donner des ordres et directives au personnel, en ce compris le pool administratif commun à ces services et d'être mis en possession des moyens lui permettant de faire face aux charges financières relatives au fonctionnement quotidien des services concernés;
- 7° l'entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations;
- 8° délégation de pouvoirs : document écrit du pouvoir organisateur donnant sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative, habilitation au directeur du service d'assurer la gestion du service en ce qui concerne au minimum la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique, la gestion du personnel, la gestion financière, l'application des réglementations en vigueur, la représentation du service dans ses relations avec l'Agence;
- 9° la capacité d'accueil : le nombre maximum de personnes handicapées qu'il est permis d'accueillir en même temps par infrastructure tel que déterminé par l'attestation du service régional d'incendie;
- 10° le point ordinaire : unité d'agrément correspondant à la présence d'un usager accueilli à titre ordinaire;
- 11° le point nominatif : unité d'agrément correspondant à la présence d'un usager accueilli à la demande de l'Agence dans le cadre de la politique relative aux personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence;
- 12° l'objectif points : nombre de points ordinaires que le service d'accueil de jour doit atteindre pour maintenir son agrément et les subsides y afférents;
- 13° l'extrait de casier judiciaire : extrait de casier selon le modèle visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle.

Les services visés à l'alinéa 1^{er}, 6°, concernés par le regroupement sont situés à une distance raisonnable du lieu où siège principalement la direction et où sont concentrées les données administratives nécessaires à la gestion journalière. La direction de l'ensemble des services agréés et subventionnés par l'Agence est réalisée à temps plein.

Art. 1314/2. L'accueil de jour consiste, dans le respect des principes énoncés à l'article 264 du Code décretaal, à favoriser l'épanouissement et l'intégration des personnes qu'elle soit scolaire, sociale ou culturelle, en mettant en place dans une relation de partenariat avec elles, leur famille et le réseau, des activités valorisantes et citoyennes.

Art. 1314/3. Le service d'accueil spécialisé pour jeunes est un service d'accueil de jour qui accompagne des jeunes qui, en raison de leur handicap, nécessitent, à un moment donné, une prise en charge individuelle, éducative, médicale, thérapeutique, psychologique, sociale, adaptée dont l'intensité est variable en fonction de leurs besoins spécifiques. Cette prise en charge est modulable tout au long du parcours de l'utilisateur et peut varier selon ses besoins allant d'un encadrement intensif en journée à un accompagnement extramuros dans les différents milieux de vie.

Il vise à une intégration scolaire, sociale ou culturelle de la personne handicapée.

Le service d'accueil spécialisé pour jeunes est au minimum ouvert deux cent vingt-sept jours par an et sept heures trente par jour.

Art. 1314/4. Le service d'accueil de jour pour adultes est un service d'accueil de jour qui accueille en journée des adultes, assure un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique, social et thérapeutique optimal adapté aux besoins individuels des personnes handicapées et vise à l'intégration sociale, citoyenne ou culturelle ou à l'épanouissement personnel de la personne handicapée.

Le service d'accueil de jour pour adultes est au minimum ouvert deux cent vingt-sept jours par an et sept heures trente par jour.

CHAPITRE III. — Agrément

Section 1^{re}. — Procédure

Art. 1314/5. La demande d'agrément est accompagnée des documents suivants :

- 1° un projet de service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets individuels établi selon le canevas minimum prévu à l'annexe 114/1;
- 2° un règlement d'ordre intérieur qui reprend au minimum :
 - a) l'identification exacte de la personne juridique chargée de la gestion du service et la mention de la date de l'agrément et de la durée de celui-ci lorsque le service a déjà été agréé;
 - b) les objectifs du service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des usagers à accueillir;
 - c) les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des usagers telles que l'âge, le sexe, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;
 - d) les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne handicapée du service, la durée du préavis;
 - e) les modalités de mise en œuvre du conseil des usagers;
 - f) les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement;
 - g) les droits et obligations mutuels de l'utilisateur, de son représentant légal et du service;
 - h) les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service.
- 3° une note indiquant la ou les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que l'on se propose de recevoir ainsi que leur sexe et leur âge;

- 4° l'identité du directeur du service, une copie de ses diplômes;
- 5° l'extrait de casier judiciaire du directeur datant de moins de trois mois et exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;
- 6° la délégation de pouvoirs;
- 7° un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies et précisant la capacité d'accueil des infrastructures;
- 8° un plan de l'établissement indiquant pour ses différents niveaux les voies de communication internes et la destination des locaux;
- 9° le numéro d'enregistrement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Art.1314/6. Dans les trente jours de l'envoi de la demande, l'Agence adresse au demandeur, un avis de réception du dossier si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur et précise par quelles pièces le dossier doit être complété.

Section 2. — Décision d'agrément

Art. 1314/7. Lorsque le dossier est complet, l'Agence instruit la demande et le Ministre statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de demande d'agrément.

Art.1314/8. L'agrément est donné pour une durée indéterminée.

La décision d'agrément mentionne :

- 1° le type de service pour lequel la structure est agréée;
- 2° les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que le service peut accueillir;
- 3° la capacité d'accueil du service;
- 4° l'objectif points que doit atteindre le service;
- 5° la localisation des implantations ainsi que leur capacité d'accueil;
- 6° le nombre de point nominatif attribué au service pour l'accueil de personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence.

Art. 1314/9. Par dérogation à l'article 1314/8, alinéa 1^{er}, l'agrément d'un nouveau service est accordé pour une durée à l'essai d'un an à trois ans maximum. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée.

Art. 1314/10. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1314/8, alinéa 1^{er}, le Ministre, peut retirer, suspendre ou limiter temporairement la durée de l'agrément dès qu'il constate que l'une des conditions fixées par l'agrément n'est plus respectée.

§ 2. La limitation temporaire de la durée de l'agrément s'exerce par l'octroi par le Ministre, d'un agrément provisoire d'une durée d'un à trois ans.

Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée.

§ 3. L'Agence peut, pour une durée qui ne peut pas être supérieure à deux ans, conditionner le maintien de l'agrément à l'instauration d'un comité d'accompagnement chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Le comité d'accompagnement est composé au minimum :

- 1° d'un représentant de l'Agence;
- 2° d'un expert désigné par le Comité de branche Handicap de l'Agence en fonction de sa compétence relative au problème existant;
- 3° d'un représentant du pouvoir organisateur du service concerné;
- 4° d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs;
- 5° d'un représentant des familles ou des usagers.

Si, au terme du délai fixé, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, l'Agence procède au retrait total ou partiel de l'agrément.

§ 4. La décision de retrait, de suspension ou de limitation d'agrément est notifiée par recommandé ou par tout envoi conférant une date certaine au président et au directeur.

Art. 1314/11. Lors de la fermeture d'un service consécutive à un retrait d'agrément, l'Agence veille à la collaboration de tout service pour assurer l'orientation et l'accueil urgent des usagers.

Section 3. — Modification d'agrément

Art. 1314/12. Toute demande de modification d'agrément est motivée et adressée par lettre à l'Agence.

Art. 1314/13. Toute demande de modification d'agrément qui vise à augmenter la capacité d'accueil ou l'objectif points d'un service est accompagnée du document visé à l'article 1314/5, 7^o.

Art. 1314/14. L'Agence apprécie les éléments du dossier et réclame éventuellement des documents complémentaires. Lorsque le dossier est complet, l'Agence en avertit le demandeur par l'envoi dans les 30 jours d'un accusé de réception.

Dans les trois mois à dater de l'accusé de réception, le Ministre, prend sa décision.

Art. 1314/15. En cas de décision favorable, la modification d'agrément est considérée effective le premier jour du mois qui suit la notification de celle-ci.

S'il s'agit d'une modification d'agrément relative à une transformation de service, le service réalise la transformation à la date mentionnée dans la décision d'agrément.

Section 4. — Conditions d'agrément

Art. 1314/16. Outre les principes d'agrément prévus aux articles 467 et 469, les services répondent aux conditions d'agrément visées aux articles 1314/17 à 1314/38.

Sous-section 1^{re}. — Conditions relatives au projet de service et à la prise en charge des usagers

Art. 1314/17. Le projet de service est élaboré, évalué et mis à jour en concertation avec l'équipe sociale, éducative et thérapeutique du service.

Le service respecte les objectifs de son projet de service.

Il met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs visés à l'alinéa 2.

Ce projet, son évaluation ainsi que ses mises à jour sont mis à disposition de tous les membres du service et au Conseil des usagers visé à l'article 1314/37. Il est mis à jour et évalué, au minimum, tous les six ans.

Ce projet fait l'objet d'un avis du conseil d'entreprise, à défaut du conseil pour la prévention et la prévention au travail et à défaut de la délégation syndicale si celle-ci existe.

Art. 1314/18. Le service met en place un projet individuel pour chaque usager. Ce projet individuel est élaboré en concertation avec l'ensemble des intervenants internes et externes, la personne handicapée et son représentant légal.

Le projet individuel contient au minimum :

- 1° l'identification de l'utilisateur;
- 2° les objectifs à atteindre;
- 3° la méthodologie utilisée et les moyens concrets mis en œuvre pour atteindre ses objectifs;
- 4° la ou les personnes ressources;
- 5° la procédure d'évaluation et la date d'échéance de celle-ci.

Le projet individuel est établi dans un délai de six mois à dater de l'admission dans le service.

Art. 1314/19. Le service d'accueil de jour tient un dossier interdisciplinaire individuel pour chacun de ses usagers.

En fonction des besoins et des difficultés vécues par les usagers, ce dossier rencontre les informations nécessaires au service en matière de :

- 1° connaissances, aptitudes, potentialités et aspirations de la personne;
- 2° santé physique ou psychique;
- 3° vie sociale et familiale de la personne.

Art. 1314/20. Une convention d'accueil ou d'accompagnement est conclue entre chaque usager ou son représentant légal et le service.

La convention est signée par les deux parties et remise à chacune d'entre elles.

La convention comprend au moins les dispositions suivantes :

- 1° l'identité des parties, le cas échéant, l'identité de l'utilisateur est accompagnée de celle de son représentant légal;
- 2° la date d'admission ou de début des interventions, la durée du contrat, et le cas échéant, la durée de la période d'essai;
- 3° le montant de la participation financière due;
- 4° la personne physique ou morale qui répond du paiement et du mode de règlement et de paiement;
- 5° les modalités de préavis et de résiliation de la convention;
- 6° le mode suivant lequel cette convention peut être adaptée ou modifiée.

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur est signé pour réception et pour accord par l'utilisateur ou son représentant légal.

Le règlement d'ordre intérieur fait partie intégrante de la convention.

Art. 1314/21. L'utilisateur ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions touchant son accueil et son projet individuel y compris l'information relative au dossier visé à l'article 1314/19, tenu par le service sous réserve du secret professionnel et dans le respect de la loi sur la protection de la vie privée.

Art. 1314/22. Le service tient à jour un relevé des activités qu'il organise tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement. Le relevé est accessible à tous.

Art. 1314/23. Le service assure en permanence une direction effective. A défaut de la présence du directeur, un membre du personnel délégué à cet effet est en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

Art. 1314/24. Le service, préalablement à toute admission d'une personne handicapée, souscrit une police d'assurance couvrant :

- 1° la responsabilité civile du service ou des personnes dont il répond pour tout dommage survenu à un usager ou causé par celui-ci. L'assurance précise que l'utilisateur garde la qualité de tiers et couvre les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.478.935,25 euros pour les dommages corporels et 247.893,52 euros pour les dommages matériels, par sinistre;
- 2° tout dommage causé par un usager qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant son séjour. L'assurance couvre le décès à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 12.394,68 euros et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros.

Sous-section 2. — Conditions relatives au personnel

Art. 1314/25. Le personnel du service répond aux normes de qualification prévues à l'annexe 114/2.

Les membres du personnel fournissent, lors de leur engagement, un extrait de leur casier judiciaire exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

Art. 1314/26. Le service tient à disposition de l'Agence les copies des diplômes, certificats et attestations des membres du personnel.

Art. 1314/27. Le service répond aux normes en matière de personnel prévues à l'annexe 114/3.

Dans une entité administrative telle que définie à l'article 1314/1, 6°, les normes quantitatives par service sont additionnées et contrôlées en globalisant le personnel affecté aux différents services concernés.

Art. 1314/28. Le personnel des services dont l'objectif points est supérieur à trois mille comporte des travailleurs ayant au moins trois des quatre qualifications suivantes :

- 1° psychologue ou assistant en psychologie ou psychopédagogue;
- 2° éducateur;

3° assistant social;

4° paramédical.

Les travailleurs visés à l'alinéa 1^{er} sont rémunérés à cet effet.

Art. 1314/29. § 1^{er}. S'appuyant sur son projet, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Le plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés :

1° détermine les objectifs poursuivis;

2° décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet de service et le développement des compétences du personnel;

3° définit les critères, les modalités et la périodicité d'évaluation des liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet de service et le développement des compétences du personnel, ainsi que les dispositifs mis en place pour assurer la formation continuée du personnel éducatif. Il identifie les activités de formation permanente de deux jours au moins par an auxquelles sont tenus de participer les éducateurs chef de groupe, les sous-directeurs et directeurs.

§ 2. Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1^{er} s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

Sous-section 3. — Conditions en matière de gestion administrative et comptable

Art. 1314/30. Pour être agréé, le service :

1° est organisé par un pouvoir public, un établissement d'utilité publique, une association sans but lucratif, une association internationale sans but lucratif ou une fondation;

2° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, celle-ci ne peut pas comporter des membres du personnel ou de personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au troisième degré, à concurrence de plus d'un cinquième de ses membres effectifs;

3° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, son conseil d'administration ne peut pas comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration ni des personnes faisant partie du personnel du service;

4° possède une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence;

5° est dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer les missions qui lui sont confiées par la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 1314/1, 8°, et sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative;

6° transmet, à la demande de l'Agence tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions, le cadastre de l'emploi, le relevé mensuel des journées de présences, ainsi que le plan de formation visé à l'article 1314/29, § 1^{er};

7° communique le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités ainsi que le plan de formation visé à l'article 1314/29, § 1^{er} :

a) pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au Conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

b) pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs;

8° mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

L'autonomie technique, comptable et budgétaire visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, peut éventuellement être obtenue via l'organisation d'une entité administrative.

En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'Agence invite, par lettre recommandée et dans le délai qu'elle précise, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

Si à l'expiration de ce délai, les dispositions n'ont pas été prises, l'Agence en saisit le Ministre, qui statue conformément à l'article 475.

L'extrait de casier judiciaire du directeur est exempt de condamnations à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction, ou criminelles.

Art. 1314/31. Sans préjudice de la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'Agence au service.

Art. 1314/32. § 1^{er}. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard pour le trente juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprises dont la mission sera de certifier et le cas échéant de redresser les comptes.

§ 2. Ils sont accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. Les comptabilités de ces entités peuvent être consultées à la demande par les services de l'Agence.

§ 3. L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 1314/33. Dans le cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel.

Art. 1314/34. Le service est en mesure de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales.

Sous-section 4. — Obligations relatives

à la prise en charge de personnes handicapées de nationalité étrangère

Art. 1314/35. § 1^{er}. Le service transmet annuellement à l'Agence un cadastre des personnes de nationalité étrangère accueillies.

§ 2. On entend par « cadastre des personnes de nationalité étrangère accueillies », la liste des personnes handicapées accueillies durant chaque exercice reprenant pour chacune d'elle le nom, le prénom, la date de naissance, le sexe, la nationalité, l'adresse du domicile de la personne ou de son représentant légal, la ou les autorités responsables du placement et du financement.

§ 3. Les services envoient le cadastre visé au paragraphe 2, dûment complété sur le formulaire produit par l'Agence, au plus tard pour le trente et un mars suivant l'exercice écoulé.

Sous-section 5. — Condition relatives aux bâtiments et aux installations

Art. 1314/36. Les bâtiments et installations répondent aux normes prévues à l'annexe 114/4 et les services les occupants sont en permanence en possession d'un rapport valide d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies et précisant la capacité d'accueil des infrastructures.

Sous-section 6. — Obligation relative au conseil des usagers

Art. 1314/37. § 1^{er}. Chaque service crée en son sein un conseil composé d'usagers ayant pour mission de formuler toute suggestion relative à la qualité de vie et à l'organisation pratique de l'accueil.

§ 2. Le conseil des usagers comporte au moins trois membres dont un président élu en son sein. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Le service veille à ce que la liste des membres du conseil soit communiquée aux usagers.

§ 3. Un membre du personnel assure l'animation et le secrétariat du conseil des usagers, établit et consigne dans un registre prévu à cet effet, les procès verbaux des réunions.

§ 4. Les responsables du service transmettent au conseil des usagers toute information utile à la participation au projet de service.

Une concertation entre le conseil des usagers et le service est organisée pour :

- 1° les modifications au règlement d'ordre intérieur;
- 2° d'importantes modifications aux conditions générales de vie.

Sous-section 7. — Evaluation des services

Art. 1314/38. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 315 du Code décretaal, afin de permettre à l'Agence de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services lui transmettent tous les six ans les documents suivants :

- 1° le projet de service visé à l'article 1314/5, 1°, actualisé;
- 2° le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 1314/5, 2°, actualisé;
- 3° le dernier rapport d'activités du service;
- 4° en cas de changement de responsable de service, une copie des diplômes et certificats du responsable de service ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 1314/5, 6°;
- 5° la liste actualisée des membres du conseil d'administration.

§ 2. Le service informe l'Agence si un changement se produit au niveau :

- 1° de l'extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 1314/5, 5°;
- 2° de modifications aux statuts publiées ou déposées au greffe.

Section 5. — Contrôle

Art. 1314/39. § 1^{er}. L'Agence vérifie le respect des normes d'agrément et assure une fonction de conseil auprès des services.

§ 2. Elle s'assure du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

Art. 1314/40. Elle procède périodiquement à l'évaluation de la mise en œuvre des projets de service. Pour ce faire, elle évalue, en collaboration avec les services et les équipes éducatives, les méthodes de travail, la qualité des services, prestations et la mise en place des projets de vie des usagers. Elle vérifie l'existence et la mise à jour du dossier individuel.

Art. 1314/41. Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise et la délégation syndicale, s'ils existent, ainsi que le conseil des usagers.

CHAPITRE IV. — Plaintes

Art. 1314/42. Toute plainte relative à la prise en charge dans un service est formulée par écrit.

La plainte est adressée à l'Agence qui en accuse réception et en informe le pouvoir organisateur.

L'Agence procède à l'instruction de la plainte et informe le plaignant et le pouvoir organisateur des résultats de celle-ci et des suites y réservées dans un délai maximum de six mois.

CHAPITRE V. — Politique d'admission

Art. 1314/43. § 1^{er}. Les services peuvent admettre les personnes handicapées pour autant qu'elles soient en possession, soit :

- 1° de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 280 du Code décretaal qui conclut à la nécessité de bénéficier des prestations d'un service d'accueil de jour;
- 2° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française;

§ 2. A défaut de pouvoir se prévaloir d'une des décisions visées à l'alinéa 1^{er}, le service peut admettre une personne handicapée pour autant qu'elle s'engage à constituer son dossier pluridisciplinaire auprès d'un centre agréé visé à l'article 424, sur base duquel l'Agence établit sa décision d'intervention.

Art. 1314/44. Les services ne peuvent pas admettre des usagers au-delà de leur capacité d'accueil.

Art. 1314/45. Chaque service agréé pour la ou les déficiences visées à l'alinéa 2 pourvoit au remplacement des personnes sorties par des personnes atteintes desdites déficiences.

Les déficiences visées à l'alinéa 1^{er} sont :

- 1° la paralysie cérébrale, la sclérose en plaques, le spina-bifida, la myopathie, la neuropathie;
- 2° la déficience intellectuelle profonde;

- 3° la déficience intellectuelle sévère;
- 4° le trouble moteur, la dysmélie, la poliomyélite, la malformation du squelette et des membres avec handicap associé;
- 5° le trouble envahissant du développement et le trouble du comportement associé au handicap;
- 6° l'autisme;
- 7° la lésion cérébrale congénitale ou acquise.

Art.1314/46. Par dérogation à l'article 1314/45, le service peut accueillir des personnes ne répondant pas aux déficiences visées pour autant que ces personnes ne le fréquentent qu'à titre occasionnel.

Art. 1314/47. Les usagers d'un service d'accueil de jour peuvent :

- 1° être pris en charge par un service résidentiel pour jeunes, un service résidentiel de nuit pour adultes, un service de logements supervisés, un service de répit, par un accueillant accrédité par un service d'accompagnement de l'accueil familial;
- 2° occuper une place de court séjour dans un service résidentiel pour adultes;
- 3° être accompagné par un service d'aide précoce, un service d'aide à l'intégration ou un service d'accompagnement.

CHAPITRE VI. — *Personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence*

Art. 1314/48. § 1^{er}. Sont déclarées personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence, les personnes de grande dépendance, pour lesquelles une enquête sociale diligente par l'Agence démontre une situation sociale telle qu'une prise en charge spécialisée s'avère indispensable.

§ 2. Par personne de grande dépendance, il faut entendre les personnes atteintes des déficiences visées à l'article 1314/45. Les personnes adultes concernées relèvent en outre des catégories B ou C.

§ 3. L'enquête sociale visée au paragraphe 1^{er} valide la nécessité d'un accueil d'urgence pour la personne :

- 1° dont le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer la mission;
- 2° dont la situation actuelle présente un danger pour leur intégrité ou celle de tiers;
- 3° qui a subi plusieurs exclusions.

Art. 1314/49. Dans des situations individuelles exceptionnelles, l'Agence peut étendre les dispositions de l'article 1314/48 à une personne handicapée ne répondant pas aux critères de grande dépendance.

Dans les situations visées à l'alinéa 1^{er}, l'Agence intervient directement auprès de tout service agréé afin de négocier une admission.

CHAPITRE VII. — *Les points ordinaires*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 1314/50. Le Ministre attribue aux services d'accueil de jour un objectif points à atteindre sur une période d'observation de trois ans.

Pour atteindre l'objectif, les services assurent l'accompagnement et l'encadrement des personnes durant la journée dans des activités.

Pour les services d'accueil de jour pour adultes, la valeur en points d'une journée de présence de l'utilisateur dépend exclusivement de sa catégorie de subventionnement.

Pour les services d'accueil spécialisé pour jeunes, la valeur en points d'une journée de présence de l'utilisateur est déterminée en fonction de sa catégorie de handicap et du type de soutien nécessaire.

Les points non utilisés au terme d'une période d'observation sont redistribués au cours de la période d'observation suivante.

Section 2. — Détermination et modification de l'objectif points

Sous-section 1^{re}. — Détermination de l'objectif points

Art. 1314/51. § 1^{er}. Afin d'octroyer au service préexistant au 1^{er} janvier 2016 la garantie des moyens antérieurs, l'objectif points est fixé en fonction des subventions perçues par celui-ci en 2013.

La valeur d'un point pour la détermination de l'objectif points est de 93,30 euros en service d'accueil de jour pour adultes et de 104,71 euros en service d'accueil spécialisé pour jeunes.

§ 2. Par subventions perçues en 2013, il faut entendre la subvention forfaitaire annuelle augmentée du supplément pour ancienneté pécuniaire déduction faite du coût réel de l'ancienneté.

§ 3. Le coût réel de l'ancienneté correspond à la différence entre le prix théorique à l'ancienneté du service et le prix théorique calculé sur base forfaitaire de dix ans.

§ 4. L'objectif points correspond au montant visé au paragraphe 2 divisé par la valeur d'un point tel que définie au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Ce nombre est arrondi à l'unité supérieure.

Art. 1314/52. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement wallon fixe l'objectif points du service qui viendrait à être agréé postérieurement à cette date.

Sous-section 2. — Observation du nombre de points atteints

Art. 1314/53. L'observation du nombre de points ordinaires atteints s'effectue sur une période de trois années civiles complètes appelée période d'observation.

Art. 1314/54. Les services transmettent à l'Agence le relevé mensuel des journées de présences, accompagné du relevé mensuel de présences des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence pour lesquelles des points nominatifs ont été octroyés sur base des dispositions de l'article 1314/67, dûment complétés, dans les quinze premiers jours du mois suivant.

Art. 1314/55. L'Agence enregistre sur base du relevé mensuel les éventuelles entrées et sorties des usagers et renvoie au service une fiche reprenant le total des points accordés pour le mois concerné.

Art. 1314/56. Si au terme de la période d'observation, la moyenne des points cumulés par le service est inférieure à son objectif points, son objectif points pour la période d'observation suivante sera réduit à due proportion.

Si le déficit de points visés à l'alinéa 1^{er} est supérieur à cinq pour cent de l'objectif points, le montant des subventions correspondant au déficit de points constaté est récupéré par l'Agence.

Sous-section 3. — La redistribution des points non utilisés

Art. 1314/57. Pour entrer dans les conditions pour bénéficier des points non utilisés à réaffecter, le service existant capitalisent un nombre de points excédentaires lors de la période d'observation par rapport à l'objectif points fixé.

Art. 1314/58. L'Agence établit un classement des services en donnant la priorité au service se situant dans l'arrondissement où l'offre de services visée à l'article 1314/94 est la plus défavorable.

Art. 1314/59. L'Agence avertit le service qui dispose d'un délai de trente jours pour se porter candidat pour l'octroi de points supplémentaires.

Art. 1314/60. Le Gouvernement wallon attribue les points non utilisés à l'issue de la période d'observation à de nouveaux services ou augmente l'objectif points de services existants.

Section 3. — Comptabilisation des points

Art. 1314/61. La comptabilisation des points ordinaires observés est déterminée en multipliant les journées de présence des usagers, à l'exception de ceux pour lesquels des points nominatifs ont été accordés sur base des dispositions de l'article 1314/67, par la valeur du point.

Art. 1314/62. La valeur en point des journées de présence des usagers est déterminée comme suit :

1° pour le service d'accueil de jour pour adultes :

Catégorie de subventionnement	Valeur d'une journée
usager de catégorie A ou B	1 point
usager de catégorie C	1,5 point

2° pour le service d'accueil spécialisé pour jeunes :

Catégorie de subventionnement	Valeur d'une journée sans scolarisation	Valeur d'une journée avec soutien intensif à la scolarisation ou rescolarisation partielle ou totale (1 ^{re} année)	Valeur d'une journée avec soutien intensif à la scolarisation partielle (2 ^e année et suivantes) ou avec soutien intensif afin d'éviter la déscolarisation	Valeur d'une journée de soutien du jeune ou de sa famille lorsque le jeune n'est pas présent dans le service
usager du Niveau 1	1 point		0,5 point	0,2 point
usager du Niveau 2	1,5 point		1 point	0,3 point
usager du Niveau 3	2 points		1,5 point	0,4 point
usager du Niveau 4	2 points		1,5 point	0,4 point

Art. 1314/63. On entend par « soutien intensif à la (re)scolarisation partielle ou totale », l'action menée plusieurs heures par jour par les équipes du service d'accueil spécialisé pour jeunes dans le but de (re)intégrer le jeune dans le milieu scolaire ordinaire ou spécialisé.

Art. 1314/64. On entend par « soutien intensif afin d'éviter la déscolarisation », l'action menée dans le milieu scolaire ordinaire ou spécialisé, plusieurs heures par jour, par les équipes du service d'accueil spécialisé pour jeunes afin de soutenir les enseignants à maintenir le jeune dans l'école.

Art. 1314/65. Le service menant les actions visées aux articles 1314/63 et 1314/64 signe avec l'établissement scolaire et la famille une convention précisant les objectifs, la nature de l'accompagnement et la durée de leurs interventions.

Art. 1314/66. Les points obtenus par un service résultent de l'addition des points observés via les relevés mensuels des journées de présence.

CHAPITRE VIII. — Les points nominatifs

Section 1^{re}. — La détermination de points nominatifs

Art. 1314/67. En cas de carence persistante de place disponible, l'Agence peut accorder dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet, un nombre de points nominatifs au service qui prend en charge, à sa demande exclusive, les personnes visées au Chapitre VI.

Art. 1314/68. Lorsqu'un usager admis sur base de l'article 1314/67 quitte le service, le nombre de points nominatifs accordé à celui-ci pour cet accueil est retiré.

Section 2. — Observation du nombre de points nominatifs atteints

Art. 1314/69. En fonction des disponibilités budgétaires et de la consommation réelle des points nominatifs observée dans le relevé mensuel dédié à cette population, l'Agence peut, au début de chaque exercice, adapter le nombre de points nominatifs octroyés aux services.

Section 3. — Comptabilisation des points nominatifs

Art. 1314/70. La comptabilisation des points nominatifs observés est déterminée en multipliant les journées de présence des usagers admis sur base des dispositions de l'article 1314/67 par la valeur du point.

Art. 1314/71. La valeur en points des journées de présence des usagers est déterminée comme suit :

1° pour les services d'accueil de jour pour adultes :

Catégorie de subventionnement	Valeur d'une journée
usager visé à l'article 1314/48	1,5 point

2° pour les services d'accueil spécialisé pour jeunes :

Catégorie de subventionnement	Valeur d'une journée sans scolarisation ou avec soutien intensif à la scolarisation ou rescolarisation partielle ou totale (1 ^{re} année)	Valeur d'une journée avec soutien intensif à la scolarisation partielle (2 ^e année et suivantes) ou avec soutien intensif afin d'éviter la déscolarisation
usager visé à l'article 1314/48	2 points	1,5 point

CHAPITRE IX. — *Le subventionnement*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 1314/72. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services :

- 1° une subvention de base;
- 2° un supplément pour ancienneté pécuniaire;
- 3° une subvention nominative pour le service qui accueille des personnes visées à l'article 1314/48 et pour lesquels la décision d'agrément mentionne l'octroi de points nominatifs;
- 4° une subvention spécifique leur permettant de financer l'augmentation salariale résultant de la valorisation des heures inconfortables, le complément à la prime de fin d'année et la formation dans le cadre des dispositions prises par l'accord cadre non marchand privé wallon du 24 février 2011;
- 5° une subvention « mobilité ».

Section 2. — La subvention de base

Art. 1314/73. La subvention de base est destinée à couvrir :

- 1° la charge de fonctionnement;
- 2° la charge de personnel non éducatif et éducatif dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe 114/2;
- 3° la charge de rémunération du médecin coordinateur;
- 4° les frais personnalisables;
- 5° le supplément destiné à l'embauche compensatoire liée à l'octroi de jours de congés supplémentaires dans le cadre des dispositions prises par l'accord non marchand privé wallon;
- 6° pour le service concerné, le supplément destiné à financer la revalorisation des barèmes pour les chefs éducateurs et les chefs de groupe.

Art. 1314/74. La subvention de base est obtenue en multipliant l'objectif points d'un service par la valeur du point.

Art. 1314/75. § 1^{er}. La valeur d'un point en service d'accueil de jour pour adultes est fixée à 90,85 euros pour le service géré par un pouvoir organisateur privé.

La valeur d'un point en service d'accueil de jour pour adultes est fixée à 89,79 euros pour le service géré par un pouvoir organisateur public.

§ 2. La valeur d'un point en service d'accueil spécialisé pour jeunes est fixée à 109,24 euros pour le service géré par un pouvoir organisateur privé.

La valeur d'un point en service d'accueil spécialisé pour jeunes est fixée à 108,05 euros pour le service géré par un pouvoir organisateur public.

Art. 1314/76. Pour l'application de l'article 1314/62, 1°, la prise en charge pour les adultes est répartie en trois catégories de subventionnement :

- 1° la catégorie A : prise en charge qui n'est pas comptée parmi les prises en charge visées aux catégories B, C et qui répond aux besoins des usagers atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience intellectuelle légère, modérée ou sévère, sensorielle ou physique qui nécessite un accueil et/ou un hébergement;
- 2° la catégorie B : prise en charge visant à répondre aux besoins des usagers :
 - a) atteints de déficience intellectuelle profonde;
 - b) atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience intellectuelle sévère, sensorielle ou physique et présentant trois des caractéristiques suivantes :
 - (1) être grabataire;
 - (2) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
 - (3) présenter des troubles graves du comportement;
 - (4) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;
 - (5) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
 - (6) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;
 - (7) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;
 - (8) être atteint d'une épilepsie non stabilisée;
 - (9) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave, notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive;
- 3° la catégorie C : prise en charge visant à répondre aux besoins de l'utilisateur atteint d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience physique, sensorielle, ou intellectuelle sévère ou profonde et présentant au moins quatre des critères suivants, dont un au moins figure dans l'énumération sous a) et les trois autres dans l'énumération sous b) :
 - a)
 - (1) être grabataire;
 - (2) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
 - (3) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;
 - b)
 - (1) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;

- (2) présenter des troubles graves du comportement;
- (3) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
- (4) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;
- (5) être atteint d'une épilepsie non stabilisée;
- (6) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive;

Art. 1314/77. Pour l'application de l'article 1314/62, 2°, les prises en charge pour jeunes sont réparties en quatre niveaux :

- 1° Niveau 1 : prise en charge visant à répondre aux besoins de l'utilisateur atteint de déficience mentale modérée ou sévère, ou de troubles graves de la vue ou de l'ouïe;
- 2° Niveau 2 : prise en charge visant à répondre aux besoins de l'utilisateur atteint de déficience mentale profonde avec troubles envahissants du développement, de troubles caractériels, de troubles moteurs, de dysmélie, poliomyélite ou de malformations du squelette;
- 3° Niveau 3 : prise en charge visant à répondre aux besoins de l'utilisateur atteint de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida ou de lésion cérébrale congénitale ou acquise.
- 4° Niveau 4 : prise en charge visant à répondre aux besoins de l'utilisateur atteint d'autisme.

Art. 1314/78. La subvention de base est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Art. 1314/79. Le Ministre détermine l'objectif points du service créé ou pour lequel est autorisée une extension suite à l'octroi d'un financement spécifique décidé par le Gouvernement wallon.

Section 3. — Le supplément pour ancienneté pécuniaire

Art. 1314/80. § 1^{er}. Le service dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est supérieure à dix ans reçoit, au terme de l'exercice, un supplément de subvention de personnel afin de lui permettre de financer les augmentations salariales résultant de l'ancienneté du personnel.

§ 2. Au terme de chaque année civile, le service transmet par voie électronique à l'Agence, pour le 31 mars au plus tard, le cadastre de l'emploi.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle ils peuvent prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est diminué d'une demi-année d'ancienneté.

Art. 1314/81. § 1^{er}. Le volume de prestations retenu dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière tel que visée au point III de l'annexe 102 est celui dont il bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

§ 2. Le volume de prestations rémunérées du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un temps plein à un mi-temps dans le cadre de cette disposition, n'est pas pris en considération.

Art. 1314/82. § 1^{er}. L'ancienneté moyenne est déterminée sur base du cadastre de l'emploi du personnel affecté au service existant.

§ 2. L'ancienneté retenue est celle observée pour le personnel affecté au service existant dans la dernière liste du personnel en possession de l'Agence.

§ 3. En cas de création d'un service, l'ancienneté de départ est déterminée forfaitairement à dix ans.

§ 4. Le supplément résulte de la multiplication de la subvention de base par le pourcentage d'évolution pour l'ancienneté observé visé à l'annexe 114/5.

Art. 1314/83. Lorsqu'il est accordé la première fois, le supplément est liquidé automatiquement pour l'année suivante sous forme d'avance.

Si cette ancienneté est inférieure ou supérieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément octroyé est rectifié.

Section 4. — La subvention nominative

Art. 1314/84. La subvention nominative est obtenue en multipliant le nombre de points nominatifs octroyés à un service par la valeur du point visée à l'article 1314/75.

Ce montant est majoré du résultat de la multiplication de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} par le pourcentage d'évolution pour l'ancienneté observé visé à l'annexe 114/5.

Section 5. — Les suppléments non-marchand

Art. 1314/85. § 1^{er} Il est octroyé aux services des subventions spécifiques destinées à leur permettre de financer :

- 1° l'augmentation salariale résultant de la valorisation des heures inconfortables;
- 2° un complément à la partie fixe de la prime de fin d'année;
- 3° la formation.

§ 2. Les services bénéficiaires et les modalités de calcul de ces subventions sont définis dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le non-marchand privé wallon.

Section 6. — Le supplément mobilité

Art. 1314/86. § 1^{er}. Le service qui organise quotidiennement le transport des usagers qu'il accueille à un lieu fixé conjointement par le service et les parents ou la personne responsable, et inversement peut bénéficier d'un supplément mobilité.

§ 2. Pour obtenir ce supplément, le service confirme chaque année, via une déclaration sur l'honneur introduite auprès de l'Agence pour le 31 janvier au plus tard, qu'il s'engage à effectuer durant l'année de la déclaration, directement ou par l'intermédiaire d'un autre prestataire, le transport des usagers qu'il accueille dans les conditions prévues au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le subside mobilité équivaut à l'objectif points de l'année additionné du nombre de points nominatifs accordés au service multiplié par le tarif journalier « mobilité ».

§ 4. Le tarif journalier mobilité est constitué d'une partie fixe de 6,12 euros en service d'accueil de jour pour adultes et de 13,74 euros en service d'accueil spécialisé pour jeunes.

La partie fixe visée à l'alinéa 1^{er} est majorée d'une partie variable fixée en fonction de l'arrondissement administratif où se situe le service, dont les montants sont repris à l'annexe 114/8.

§ 5. Dans la limite des crédits disponibles, l'Agence peut, pour une période qui ne peut pas excéder trois ans, par dérogation au paragraphe 4, accorder des moyens supplémentaires au service d'accueil spécialisé pour jeunes qui démontre, en raison de leur localisation ou de la gravité du handicap des usagers accueillis, que ses charges afférentes à l'organisation du transport au cours de l'exercice, déduction faite de la participation financière des usagers visée à l'article 1314/93, § 1^{er}, atteignent au moins cent cinquante pour cent du subside « mobilité ».

Section 7. — Les primes syndicales

Art. 1314/87. L'Agence verse, au nom du service, au fonds chargé d'assurer le paiement de la prime syndicale, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public.

Section 8. — La convention pour la promotion de l'emploi

Art. 1314/88. Le total des subventions résultant des dispositions du présent sous-titre est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office National de Sécurité Sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 portant promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Section 9. — Les sanctions

Art. 1314/89. En cas de non transmission des documents visés aux articles 1314/35, 1314/54 et 1314/80, § 2, dans les délais prescrits, une pénalité égale à cinq fois la valeur d'un point visée à l'article 1314/75 est appliquée par jour de retard.

Sans préjudice de la pénalité visée à l'alinéa 1^{er}, à l'échéance des délais visés à l'alinéa 1^{er}, l'Agence adresse au service un rappel par lettre recommandée ou par tout envoi conférant date certaine.

Si l'Agence n'est pas en possession du document manquant dans les dix jours du rappel, la subvention de base du service pour l'année incriminée est fixée à nonante pour cent du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice.

Section 10. — Le contrôle de l'utilisation des subventions

Art. 1314/90. § 1^{er}. Le contrôle de l'utilisation des subventions par l'Agence se réalise sur des périodes de trois ans. A l'issue de chacune d'elles, si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le service d'accueil de jour pour adultes ou le service d'accueil spécialisé pour jeunes qui existe au sein d'une entité administrative peut opter pour un contrôle annuel.

Toutefois, si le service opte pour un contrôle triennal, il communique à l'Agence, selon les modalités qu'elle détermine, pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice comptable, le type de contrôle choisi ainsi qu'une proposition de point de départ de la période sur laquelle l'Agence marque son accord.

A défaut d'avoir transmis les informations endéans le délai visé à l'alinéa 2, le contrôle de l'ensemble des services de l'entité administrative se réalise sur base d'un rythme annuel.

Art. 1314/91. § 1^{er}. L'Agence s'assure du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions

Toutefois, la subvention de base visée à l'article 1314/73 est utilisée pour des charges de personnel à raison d'un pourcentage minimum de quatre-vingt pour cent et pour des frais personnalisables à hauteur minimum de quatre pour cent.

Le supplément mobilité ainsi que la participation des usagers pour ce poste, visée à l'article 1314/93, § 1^{er}, sont utilisés prioritairement aux frais de transport collectif et pour le solde, à l'ensemble des charges admissibles.

La participation réclamée à la famille visée à l'article 1314/93, § 1^{er}, hors celle demandée pour le transport collectif, peut être utilisée par le service pour financer l'ensemble des charges admissibles.

§ 2. La limite de l'admissibilité des charges est précisée aux annexes 102 et 114/6.

Art. 1314/92. L'intervention financière sollicitée en vertu de l'article 1314/93, § 2, auprès des usagers ou de leurs représentants légaux est comptabilisée au titre de récupérations de frais relatifs aux comptes 6010, 6011, 6012, 613, 61601, 644 visés au plan comptable transmis par voie de circulaire au service.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, les interventions visées à l'alinéa 1^{er} sont déduites du montant des charges correspondantes.

CHAPITRE X. — La participation financière des usagers

Art. 1314/93. § 1^{er}. Le service peut réclamer aux usagers une participation financière qui ne peut pas dépasser, par journée de présence, les montants suivants :

- 1° pour le service d'accueil de jour pour adultes : 16,32 euros si la personne bénéficie du transport organisé et assuré par le service et 12,24 euros dans le cas contraire;
- 2° pour le service d'accueil spécialisé pour jeunes : 10,20 euros si la personne bénéficie du transport organisé et assuré par le service et 6,12 euros dans le cas contraire.

Est assimilée aux journées de présence visées à l'alinéa 1^{er} la journée de soutien intensif à la scolarisation ou rescolarisation partielle et de soutien intensif afin d'éviter la déscolarisation visées aux articles 1314/63 et 1314/64.

§ 2. Le service peut réclamer, en supplément à la participation financière visée au paragraphe 1^{er}, les frais exposés en vue d'une activité spécifique qu'il organise ou liés à des besoins particuliers de l'utilisateur en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

Ce supplément, lorsqu'il est sollicité par le service, reçoit l'accord préalable de l'utilisateur ou de son représentant légal.

CHAPITRE XI. — *La programmation*

Art. 1314/94. L'offre de service est déterminée en divisant la somme des objectifs points de chaque arrondissement par leur population.

Art. 1314/95. Le nombre de service ne peut pas dépasser le nombre de service agréé au 1^{er} janvier 2016. Toutefois, ce nombre peut évoluer si des financements complémentaires dédiés à cet effet sont dégagés par le Gouvernement wallon.

CHAPITRE XII. — *L'adéquation du dispositif*

Art. 1314/96. Une évaluation de la pertinence du dispositif d'agrément et de subventionnement par points est réalisée conjointement par l'Agence et le service concerné dans l'année qui suit une année civile complète d'application des dispositions visées aux Chapitres VII à X du Sous-titre 2. ».

Art. 14. Dans le même Code, les articles 1394/1 et 1394/2, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 1394/1. Pour le service d'accueil de jour pour adultes, la première période d'observation visée à l'article 1314/55 débute le 1^{er} janvier 2014.

Pour le service d'accueil spécialisé pour jeunes, la première période d'observation visée à l'article 1314/55 débute le 1^{er} janvier 2016.

Art. 1394/2. Les montants repris aux articles 1314/75, § 1^{er} et § 2, 1314/86, § 4, et 1314/93, § 1^{er}, ainsi qu'à l'annexe 114/8 sont liés à l'indice pivot 164,09 qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique en date du 1^{er} janvier 2013. ».

Art. 15. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XIV, sont insérés les articles 1394/6 et 1394/7 rédigés comme suit :

« Art. 1394/6. Pour le service d'accueil de jour pour adultes qui, au 31 août 2013, bénéficiait d'une subvention annuelle particulière pour la prise en charge des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence visées à l'article 1296, la subvention résultant de l'application de l'article 1263 déduction faite de la subvention qu'il méritait sur base des montants visés à l'article 1262, est intégrée aux subventions visées à l'article 1314/51, § 2.

Art. 1394/7. Pour le service qui bénéficiait, au 1^{er} janvier 2016, d'une subvention annuelle particulière pour la prise en charge nominative de personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence, cette subvention est transposée en nombre de points nominatifs. ».

Art. 16. Dans les annexes 97, 98, 99, 101, 103, 106, 107, 108, 109, 110, 111 et 112 du même Code, les dispositions relatives aux services d'accueil de jour pour jeunes sont chaque fois abrogées.

Art. 17. Dans le même Code, l'annexe 114/3 est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 18. Dans le même Code, l'annexe 114/5 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 19. Dans le même Code, l'annexe 114/6 est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 20. A l'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le non-marchand privé wallon, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le montant « 3.171.136,43 » est remplacé par le montant « 3.167.208,94 ».

Art. 21. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Art. 22. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Annexe 1

Annexe 114/3 visée à l'article 1314/27
du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

NORMES DE PERSONNEL

Normes quantitatives minimales de personnel à respecter en fonction des objectifs points et des points nominatifs

- a) Pour le Service d'accueil de jour pour adultes
 - Personnel non éducatif : 0,3100 ETP par 1000 points
 - Personnel éducatif : 1,1200 ETP par 1000 points
- b) Pour le Service d'accueil spécialisé pour jeunes
 - Personnel non éducatif : 0,3100 ETP par 1000 points
 - Personnel éducatif : 1,2400 ETP par 1000 points

On entend par "personnel éducatif", l'ensemble des psychologues, paramédicaux, assistants sociaux, éducateurs des catégories I et II, éducateurs chefs de groupe dont la qualification correspond aux exigences de la fonction reprises à l'annexe 114/2, quel que soit leur statut même si leurs prestations sont effectuées par l'intermédiaire d'une société de services.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Annexe 2

Annexe 114/5 visée à l'article 1314/82, § 4, et 1314/84
du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

GRILLE D'EVOLUTION DE L'ANCIENNETE

a) Pour le Service d'accueil de jour pour adultes

Ancienneté pécuniaire	% évolution
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,16 %
12	2,41 %
13	4,58 %
14	4,82 %
15	6,99 %
16	9,39 %
17	11,55 %
18	11,80 %
19	13,97 %
20	14,21 %
21	16,38 %
22	16,63 %
23	18,80 %
24	19,04 %
25	20,94 %
26	21,19 %
27	23,04 %
28	23,29 %
29	23,55 %
30	23,55 %
31	23,57 %

Pour le Service d'accueil spécialisé pour jeunes

Ancienneté pécuniaire	% évolution
0	0
1	0

Ancienneté pécuniaire	% évolution
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,19 %
12	2,43 %
13	4,62 %
14	4,87 %
15	7,05 %
16	9,48 %
17	11,66 %
18	11,91 %
19	14,10 %
20	14,35 %
21	16,53 %
22	16,78 %
23	18,97 %
24	19,22 %
25	21,01 %
26	21,26 %
27	23,02 %
28	23,26 %
29	23,53 %
30	23,53 %
31	23,54 %

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Annexe 3

Annexe 114/6 visée à l'article 1314/91, § 2,
du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

ADMISSIBILITE DES CHARGES – REGLES GENERALES

1. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :

- 1) Elles doivent être relatives aux usagers visés à l'article 1314/1 1° du présent arrêté donnant lieu à une subvention de l'Agence. Lorsque le nombre de points observé est supérieur à l'objectif points, les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites à due proportion par l'application d'un coefficient.

Néanmoins, en cas d'accueil d'usagers additionnels ou toute autre personne handicapée non reconnue par l'Agence et non subventionnée, les principes suivants sont appliqués :

- 1° l'excédent de points générés par ces personnes n'engendre l'application du coefficient que dans le cas où cet excédent est supérieur à 20 % de l'objectif points.
- 2° le coefficient n'est pas appliqué sur les charges de personnel dès lors que le respect des normes d'encadrement visées à l'article 1314/27 peut être vérifié pour l'ensemble des personnes accueillies au sein du service.

Les paramètres utilisés pour la détermination du coefficient réducteur sont ajustés de manière à exclure l'impact de la catégorie de handicap des personnes accueillies dans le calcul. Les modalités de contrôle fixées à l'article 1314/90 du présent arrêté déterminent la période sur laquelle porte le calcul de ce coefficient. En cas de contrôle triennal, celui-ci se réalise de manière globale sur base de l'observation des présences sur la période de trois ans concernée. En cas de contrôle par entité administrative, il se réalise par année d'attribution de la subvention. elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;

- 2) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
- 3) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- 4) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;
- 5) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;
- 6) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- 7) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets;
- 8) elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature;
- 9) à l'exception de dons entre entités liées, elles ne peuvent être explicitement couvertes par une autre source de financement.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région Wallonne;
- 2) les biens d'investissements de plus de 500 € TVAC imputées en charge dans un seul exercice;
- 3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- 4) le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale;
- 5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;
- 8) les frais d'indemnisation des volontaires qui ne respectent pas la loi relative aux droits des volontaires;
- 9) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :
 - * Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service Public Fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral

- * Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques de la commission paritaire en vigueur au sein du service;
- 2) La partie de la rémunération du coordinateur qui excède le montant prévu à l'échelle barémique 25 fixée par la CP 319.02;
- 3) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP en vigueur au sein du service ou du Conseil National du Travail;
- 4) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;
- 5) les charges relatives aux assurances-groupes;
- 6) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;
- 7) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- 8) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;
- 9) les charges de rémunération ne correspondant pas à des activités pour le service d'accueil de jour. Lorsqu'un membre du personnel est affecté à plusieurs missions au sein de la structure, un document formalisant la répartition de son temps de travail doit être fourni et validé.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.
 - 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.
 - 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020.
 - 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020.

20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.

10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.

20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.

L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires

Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

- 2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;
- 3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;
- 4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;
- 5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les amendes imputées au compte 640;
- 2) les moins-values sur créances commerciales et autres moins values visées aux comptes 641 et 642 à l'exception de celles qui découlent des participations réclamées sur base de l'article 1314/95.
- 3) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Agence ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;
- 2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;
- 3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté à l'exception du subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale;
- 2) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
- 3) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges et produits aux différentes subventions visées au chapitre IX du présent arrêté.

4.1. Principes généraux.

Les principes généraux suivants s'appliquent sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté.

Sont considérées comme des charges de fonctionnement les charges valablement imputées dans les comptes 6015, 60161 et 609 correspondants ainsi que 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 64 et 65 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Sont considérées comme des charges de personnel les charges de personnel non-éducatif et éducatif dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe II et valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Sont considérées comme des charges de médecin coordinateur les charges valablement imputées pour ces prestataires dans les comptes 618 et 62 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Sont considérés comme des frais personnalisables les charges liées à la présence effective des pensionnaires et dont ils ont le bénéfice exclusif et qui sont valablement imputées dans les comptes 6010, 6011, 6012, 6013 et 609 correspondants ainsi que 613, 61601 et 6161 repris au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

4.2. Charges et produits relevant simultanément de différentes subventions.

“Les frais de déplacement de service” concernent les frais de véhicule n'appartenant pas à l'institution. Ils sont imputés au compte 6160 et doivent être ventilés sur base de justificatifs probants en deux sous-comptes reprenant tantôt les frais de déplacement de service relatif au fonctionnement général du service (61600), tantôt les frais de déplacement réalisés avec des pensionnaires (61601). Ces frais relèvent respectivement des charges de fonctionnement et des frais personnalisables.

Les frais de déplacement imputés au compte 6161 “ Service extérieur de ramassage collectif ” relèvent de la subvention « mobilité » et de la subvention de base visées à l'article 1314/74 et 1314/76.

Les frais de véhicule appartenant à l'institution doivent être répartis dans des sous-comptes appropriés des comptes généraux, essentiellement par l'intermédiaire des comptes suivants 63022X- "Amortissement véhicule", 61204X- "Carburant véhicule", 61405X- "assurances véhicules", 640X- "Taxes véhicule", 611X- "Entretien et réparations véhicule". La répartition de ces charges en frais personnalisables et de fonctionnement est opérée à partir d'une clé de répartition distinguant les kilomètres parcourus respectivement avec ou sans usagers. A défaut de la tenue d'un carnet de bord permettant d'établir cette distinction, leur répartition par défaut est la suivante : 10 % de ces charges relèvent du fonctionnement et 90 % des frais personnalisables.

Les amortissements d'investissement de type éducatif, de loisir et médical, hormis le mobilier, sont considérés comme des frais personnalisables, les autres relèvent des charges de fonctionnement.

Les prestations de firmes privées relèvent, des postes suivants :

- * Pour les préparations de repas : 40 % du montant hors TVA sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif. Ils relèvent de la subvention de base. Le solde y compris la TVA sur l'entièreté du montant relève des frais personnalisables.
- * Pour le nettoyage de vêtements, draps etc. : 65 % du montant hors TVA sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention de base. Le solde y compris la TVA sur l'entièreté du montant relève des frais personnalisables.
- * Pour les prestations de secrétariat social, comptabilité, autres prestations administratives et les travaux d'entretien : 100 % du montant TVAC sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif.
- * Pour les prestations relatives à la supervision d'équipes éducatives : 100 % du montant TVAC sont assimilables à des frais de personnel éducatif.

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

5. Contrôle financier :

Quand un service d'accueil de jour existe au sein d'une entité administrative, le résultat global du contrôle de l'utilisation des subventions de ce service est additionné au résultat du contrôle de l'utilisation des subventions du reste de l'entité administrative.

6. Dérogations

En concertation avec les services concernés, l'Agence peut décider de mesures dérogatoires aux dispositions de la présente annexe pour les services qui se sont engagés dans un processus de reconversion ou de transformation à la demande de l'Agence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2016/27226]

23 JUNI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014 en bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014;

Gelet op het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 januari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 januari 2016;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 26 september 2013;

Gelet op het advies nr. 59182/4 van de Raad van State, gegeven op 25 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006, goedgekeurd op 3 juli 2009 door België;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van het kind van 20 november 1989;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven in maart 2016;

Gelet op het akkoordprotocol van 12 februari 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franstalige Gemeenschapscommissie betreffende de verbintenissen ten opzichte van de verenigingsactoren;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, tweede deel, Boek V, Titel XI, wordt het opschrift van ondertitel 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

“Ondertitel 1- Residentiële diensten”.

Art. 3. Artikel 1195 van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 1221, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “of” vervangen door het woord “en”.

Art. 5. Artikel 1232 van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 1245, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt punt 10° opgeheven.

Art. 7. In artikel 1262, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de punten 3° en 4° opgeheven.

Art. 8. In artikel 1265 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden “de vervoerskosten betreffende de dagonthaaldiensten voor schoolgaande jongeren”.

Art. 9. In artikel 1270, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden “23 april 2009” en, in de Nederlandse versie, de woorden “23 september 2009” vervangen door de woorden “27 mei 2010”.

Art. 10. Artikel 1274 van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 1281 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 1284 van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In geval van cumul van tenlastenemingen tussen een residentiële dienst voor volwassenen en een gespecialiseerde dienst voor jongeren, zoals omschreven in artikel 1314/3, wordt de bijdrage die door de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger verschuldigd is aan de residentiële dienst voor jongeren forfaitair verminderd met 2,63 euro per aanwezigheidsdag in de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren.”.

Art. 13. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Boek V, Titel XI, wordt de bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ingevoegde ondertitel 2, die de artikelen 1314/1 tot 1314/93 omvat, vervangen als volgt :

“Ondertitel 2 - Dagopvangdiensten

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 1314/1. Voor de toepassing van deze ondertitel wordt verstaan onder :

- 1° gebruiker : elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 261 van het decreetgevend wetboek, voor wie het Agentschap door zijn beslissing tot tegemoetkoming besluit tot de gegrondheid om voordeel te trekken van de steun van één van de diensten bedoeld in artikel 283, 6°, van hetzelfde Wetboek;
- 2° jongere : de gebruiker van minder dan 18 jaar of de gebruiker tussen 18 en 21 jaar voor wie de beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap bepaalt dat hij de steun van een dienst voor jongeren nog kan blijven genieten;
- 3° volwassene : de gebruiker van 18 jaar aan wie geen afwijking wordt toegestaan om in een dienst voor jongeren opgevangen of gehuisvest te worden;
- 4° maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen : de lijst van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers naar een model opgemaakt door het Agentschap;
- 5° tewerkstellingskadaster : de personeelslijst opgemaakt door de dienst aan het einde van elk jaar volgens een model opgesteld door het Agentschap;
- 6° administratieve entiteit : entiteit bestaande uit verschillende door het Agentschap erkende diensten die afhankelijk zijn van dezelfde inrichtende macht en beheerd worden door een gemeenschappelijke algemene directie die instaat voor het dagelijkse beheer van al die diensten, zowel administratief, financieel als inzake personeelsaangelegenheden, namelijk : de effectieve dagelijkse bevoegdheid om bevelen en richtlijnen aan het personeel te geven, met inbegrip van de gemeenschappelijke administratieve pool van de diensten, en om zich de middelen ter beschikking te laten stellen om het hoofd te kunnen bieden aan de financiële lasten i.v.m. de dagelijkse werking van de betrokken diensten;
- 7° verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen;
- 8° delegatie van bevoegdheden : schriftelijk document van de inrichtende macht waarbij de directeur van de dienst onder haar verantwoordelijkheid of onder die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit ertoe gemachtigd wordt het beheer van de dienst waar te nemen, op zijn minst wat betreft de tenuitvoerlegging en de opvolging van het pedagogische project, het beheer van het personeel, het financieel beheer, de toepassing van de geldende regelgevingen, de vertegenwoordiging van de dienst in zijn betrekkingen met het Agentschap;
- 9° opvangcapaciteit : het maximumaantal gehandicapte personen die tegelijkertijd opgevangen mogen worden per infrastructuur zoals bepaald bij het attest van de regionale brandweerdienst;

- 10° gewoon punt: erkenningseenheid die overeenstemt met de aanwezigheid van een gebruiker die op gewone wijze opgevangen wordt;
- 11° nominatief punt : erkenningseenheid die overeenstemt met de aanwezigheid van een gebruiker opgevangen op verzoek van het Agentschap in het kader van het beleid betreffende de prioritair gehandicapte personen die in noodtoestand verkeren;
- 12° puntendoelstelling : aantal gewone punten dat de dagopvangdienst moet behalen om zijn erkenning en de desbetreffende subsidies te behouden;
- 13° uittreksel uit het strafregister : uittreksel uit het strafregister naar het model bedoeld in artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering.

De in het eerste lid, 6°, bedoelde diensten betrokken bij de hergroepering zijn gevestigd op een redelijke afstand van de plaats waar de directie hoofdzakelijk zitting heeft en waar de nodige administratieve gegevens voor het dagelijks beheer geconcentreerd worden. De directie van het geheel van de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten wordt voltijds waargenomen.

Art. 1314/2. Met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 264 van het decreetgevend wetboek beoogt de dagopvangdienst de ontplooiing en de school-, sociale of culturele integratie van de personen, waarbij in partnerschap met hen, hun familieleden en het netwerk valoriserende burgerlijke activiteiten tot stand gebracht worden.

Art. 1314/3. De gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren begeleidt jongeren die wegens hun handicap op een bepaald moment behoefte hebben aan een aangepaste individuele, educatieve, medische, therapeutische, psychologische, sociale tenlasteneming waarvan de intensiteit varieert naar gelang van hun specifieke behoeften. Die tenlasteneming kan aangepast worden gedurende het traject van de gebruiker en kan variëren naar gelang van zijn behoeften, gaande van een intensieve dagbegeleiding tot een begeleiding extramuros in de verschillende levensmilieus.

Hij beoogt integratie op school, in de maatschappij, in de cultuur van de gehandicapte persoon.

De gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren is minimum 227 dagen per jaar en 7 uren 30 per dag open.

Art. 1314/4. De dagopvangdienst voor volwassenen is een dagopvangdienst die volwassenen overdag opvangt, zorgt voor een educatieve begeleiding via afwisselende en aangepaste activiteiten, alsook voor een optimale psychologische, sociale en therapeutische begeleiding die inspeelt op de individuele behoeften van de gehandicapte personen en die hun sociale, burgerlijke of culturele integratie of hun persoonlijke ontplooiing beoogt.

De dagopvangdienst voor volwassenen is minimum 227 dagen per jaar en 7 uren 30 per dag open.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Procedure

Art. 1314/5. De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten :

- 1° een dienstproject alsook de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden, opgemaakt op grond van het basismodel bedoeld in bijlage 114/1;
- 2° een huishoudelijk reglement met minimum :
 - a) de nauwkeurige identificatie van de rechtspersoon die het beheer van de dienst waarneemt en de vermelding van de datum van de erkenning en de duur ervan wanneer de dienst reeds erkend is;
 - b) de doelstellingen van de dienst en het geheel van de diensten die hij aanbiedt, met een globale beschrijving van de op te vangen gebruikers;
 - c) de bijzondere opnemingsvoorwaarden, met name die betreffende de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gebruikers, zoals leeftijd, geslacht, al dan niet bijkomende handicaps;
 - d) de omstandigheden waardoor de gehandicapte persoon geheroriënteerd of van de dienst weggestuurd kan worden, de opzegtermijn;
 - e) de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de raad van gebruikers;
 - f) de modaliteiten tot indiening van eventuele klachten, voorstellen en bemerkingen en de wijze waarop ze behandeld worden;
 - g) de wederzijdse rechten en plichten van de gebruiker, van zijn wettelijke vertegenwoordiger en van de dienst;
 - h) de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die door de dienst zijn gesloten.
- 3° een nota met de categorie(ën) van de handicaps van de op te vangen personen, alsook hun geslacht en leeftijd;
- 4° de identiteit van de directeur van de dienst, een afschrift van zijn diploma's;
- 5° een uittreksel uit het strafregister van de directeur van minder dan drie maanden geleden en vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt, of tot criminele straffen;
- 6° de delegatie van bevoegdheden;
- 7° een rapport van een gemeentelijke dienst of van een regionale brandweerdienst waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen en waarin de opvangcapaciteit van de infrastructuur vermeld wordt;
- 8° een plan van de inrichting waarop de interne communicatiewegen en de bestemming van de lokalen per verdieping aangegeven worden;
- 9° het registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Art. 1314/6. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag richt het Agentschap aan de aanvrager een bericht van ontvangst van het dossier als het volledig is. Als het dossier niet volledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Afdeling 2. — Beslissing tot erkenning

Art. 1314/7. Wanneer het dossier volledig is, behandelt het Agentschap bedoeld dossier en beslist de Minister binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de erkenningsaanvraag.

Art. 1314/8. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De beslissing tot erkenning vermeldt :

- 1° het type dienst waarvoor de structuur erkend is;

- 2° de categorieën handicaps van de personen die de dienst mag opvangen;
- 3° de opvangcapaciteit van de dienst;
- 4° de door de dienst te halen puntendoelstelling;
- 5° de lokalisatie van de vestigingen alsook de opvangcapaciteit ervan;
- 6° het aantal nominatieve punten toegekend aan de dienst voor de opvang van prioritaire gehandicapte personen die in noodtoestand verkeren.

Art. 1314/9. In afwijking van artikel 1314/8, eerste lid, wordt de erkenning van een nieuwe dienst verleend voor een proefperiode van één tot maximum drie jaar. Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.”.

Art. 1314/10. § 1. In afwijking van artikel 1314/8, eerste lid, kan de Minister de erkenning intrekken, opschorten of de duur ervan tijdelijk beperken zodra hij vaststelt dat één van de voorwaarden waarin de erkenning voorziet niet meer vervuld is.

§ 2. De tijdelijke beperking van de erkenningsduur geschiedt via de toekenning door Minister van een tijdelijke erkenning voor één tot drie jaar.

Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.”.

§ 3. Het Agentschap kan het behoud van de erkenning voor hoogstens twee jaar onderwerpen aan de instelling van een begeleidingscomité dat de dienst zal helpen de erkenningsvoorwaarden te vervullen.

Het begeleidingscomité bestaat uit minstens :

- 1° een vertegenwoordiger van het Agentschap;
- 2° een deskundige aangewezen door het afdelingscomité Handicap van het Agentschap op grond van zijn bevoegdheid voor het bestaande probleem;
- 3° een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de betrokken dienst;
- 4° een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties;
- 5° een vertegenwoordiger van de gezinnen of van de gebruikers.

Als de dienst na afloop van die termijn nog steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, wordt de erkenning geheel of gedeeltelijk ingetrokken door het Agentschap.

§ 4. De beslissing tot intrekking, opschorting of beperking van de erkenning wordt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent, aan de voorzitter en aan de directeur betekend .

Art. 1314/11. Als een dienst tengevolge van een intrekking van erkenning gesloten wordt, zorgt het Agentschap voor de samenwerking van elke dienst om de heroriëntering en de dringende opvang van de gebruikers te waarborgen.

Afdeling 3. — Wijziging van erkenning

Art. 1314/12. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning wordt met redenen omkleed en per brief aan het Agentschap gericht.

Art. 1314/13. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning die betrekking heeft op de verhoging van de opvangcapaciteit of op de puntendoelstelling van een dienst moet vergezeld gaan van het document bedoeld in artikel 1314/5, 7°.

Art. 1314/14. Het Agentschap beoordeelt de elementen van het dossier en eist eventueel aanvullende documenten op. Als het dossier volledig is, verwittigt het Agentschap binnen 30 dagen de aanvrager in een bericht van ontvangst.

Binnen drie maanden te rekenen van het bericht van ontvangst neemt de Minister zijn beslissing.

Art. 1314/15. In geval van gunstige beslissing wordt de wijziging van erkenning effectief geacht op de eerste dag van de maand die volgt op de betekening ervan.

Als het gaat om een wijziging van erkenning betreffende een transformatie van een dienst, voert de dienst de transformatie door op de datum vermeld in de beslissing tot erkenning.

Afdeling 4. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 1314/16. Behalve de erkenningsbeginselen bepaald bij de artikelen 467 en 469, voldoen de diensten aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 1314/17 tot 1314/38.

Onderafdeling 1. — Voorwaarden betreffende het dienstproject en de tenlasteneming van de gebruikers

Art. 1314/17. Het dienstproject wordt uitgewerkt, geëvalueerd en bijgewerkt in overleg met de sociale, educatieve en therapeutische ploeg van de dienst.

De dienst leeft de doelstellingen van zijn dienstproject na.

De dienst wendt de middelen aan die de in het tweede lid vermelde doelstellingen helpen halen.

Dat project, evenals de evaluatie en de bijwerkingen ervan, worden ter beschikking gesteld van alle leden van de dienst en van de in artikel 1314/37 bedoelde gebruikersraad . Dat project wordt minimum om de 6 jaar bijgewerkt en geëvalueerd.

Dat project maakt het voorwerp uit van een advies van de ondernemingsraad, bij gebrek van de raad voor preventie en bescherming op het werk en bij gebrek van de vakbondsafvaardiging indien ze bestaat.

Art. 1314/18. De dienst werkt een individueel project uit voor elke gebruiker. Dat individuele project wordt uitgewerkt in samenwerking met alle interne en externe interveniënten, de gehandicapte persoon en zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Het individuele project bevat op zijn minst :

- 1° de identificatie van de gebruiker;
- 2° de te halen doelstellingen;
- 3° de aangewende methode en de gebruikte concrete middelen om zijn doelstellingen te halen;
- 4° de hulppersoon (hulppersonen);
- 5° de evaluatieprocedure en de vervaldatum ervan.

Het individuele project wordt opgemaakt binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de datum van de opvang door de dienst.

Art. 1314/19. De dagopvangdienst legt een individueel multidisciplinair dossier aan voor elk van zijn gebruikers.

Naar gelang van de behoeften en problemen van de gebruikers bevat het dossier de informatie die de dienst nodig heeft inzake :

- 1° kennis, bekwaamheden, potentialiteiten en verlangens van de persoon;
- 2° lichamelijke en geestelijke gezondheid;
- 3° sociaal en familiaal leven van de persoon.

Art. 1314/20. Tussen elke gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger en de dienst wordt een opvang- of begeleidingsovereenkomst gesloten.

De overeenkomst wordt door beide partijen gesloten en aan elk van hen overhandigd.

De overeenkomst bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de identiteit van de partijen, waarbij de identiteit van de gebruiker desgevallend vergezeld gaat van die van zijn wettelijke vertegenwoordiger;
- 2° de opnamedatum of de begindatum van de tussenkomsten, de duur van de overeenkomst en, desgevallend, de duur van de proefperiode;
- 3° het bedrag van de verschuldigde financiële bijdrage;
- 4° de natuurlijke of rechtspersoon die instaat voor de betaling en de wijze van betaling;
- 5° de modaliteiten tot opzegging en verbreking van de overeenkomst;
- 6° de wijze waarop de overeenkomst aangepast of gewijzigd kan worden.

Een exemplaar van het huishoudelijk reglement wordt voor ontvangst en akkoord ondertekend door de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Het reglement maakt noodzakelijk deel uit van de overeenkomst.

Art. 1314/21. De gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger heeft het recht om volledig, nauwkeurig en ten gepaste tijde ingelicht te worden over alle vraagstukken i.v.m. zijn opvang en zijn individueel project, met inbegrip van de informatie betreffende het dossier bedoeld in artikel 1314/19, bewaard door de dienst onder voorbehoud van het beroepsgeheim en met inachtneming van de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 1314/22. De dienst houdt een lijst bij van de activiteiten die hij organiseert, zowel binnen als buiten de inrichting. De lijst kan door iedereen ingekeken worden.

Art. 1314/23. De dienst zorgt voortdurend voor een effectieve directie. Als de directeur niet aanwezig is, kan een daartoe gemachtigd personeelslid de nuttige maatregelen nemen in noodgevallen en inspelen zowel op de externe als op de interne aanvragen.

Art. 1314/24. Voor elke opvang van een gehandicapte persoon sluit de dienst een verzekeringspolis :

- 1° ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de dienst of van de personen jegens wie hij verantwoordelijk is voor alle schade toegebracht aan of door een gebruiker; De verzekering geeft aan dat de gebruiker de hoedanigheid van derde behoudt en dekt de schade tot en met een minimumbedrag van 2.478.935,25 euro voor lichamelijke schade en 247.893,52 euro voor materiële schade per schadepost;
- 2° ter dekking van alle schade die door een gebruiker toegebracht wordt en die zijn burgerlijke aansprakelijkheid niet op het spel zou zetten of van alle schade waarvan hij het slachtoffer zou zijn geweest gedurende zijn verblijf. De verzekering dekt het overlijden voor een minimumbedrag van 2.478,94 euro, de permanente ongeschiktheid tegen een minimumbedrag van 12.394,68 euro en de behandelingskosten tegen een minimumbedrag 2.478,94 euro.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden betreffende het personeel

Art. 1314/25. Het personeel van de dienst voldoet aan de kwalificatienormen waarin bijlage 114/2 voorziet.

Bij hun indienstneming verstrekken de personeelsleden een uittreksel uit hun strafregister dat vrij is van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen.

Art. 1314/26. De dienst legt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het Agentschap.

Art. 1314/27. De dienst voldoet aan de normen inzake het personeel waarin bijlage 114/3 voorziet.

In een administratieve entiteit zoals omschreven in artikel 1314/1, 6°, worden de kwantitatieve normen per dienst opgeteld en gecontroleerd via de globalisering van het personeel dat bij de verschillende betrokken diensten aangesteld is.

Art. 1314/28. Het personeel van de dienst waarvan de puntendoelstelling hoger is dan 3000, bestaat uit werknemers met minstens drie van de volgende vier kwalificaties :

- 1° psycholoog of assistent psychologie of psychopedagoog;
- 2° opvoeder;
- 3° maatschappelijk assistent;
- 4° paramedisch assistent.

De werknemers bedoeld in het eerste lid worden daartoe bezoldigd.

Art. 1314/29. § 1. Op basis van zijn project maakt de dienst een opleidingsplan voor het personeel op over minstens twee jaren.

Dat plan, opgemaakt na een bespreking met de betrokken actoren :

- 1° bepaalt de nagestreefde doelstellingen;
- 2° beschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel;
- 3° voorziet in de criteria, modaliteiten en periodiciteit voor de evaluatie van de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel alsook in de stelsels die tot stand worden gebracht om te zorgen voor de voortgezette opleiding van het opvoedend personeel. Het identificeert de permanente opleidingsactiviteiten van minstens twee dagen per jaar waaraan de opvoeders groepschef, de onderdirecteurs en de directeurs moeten deelnemen.

§ 2. Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in lid 1 bedoelde opleidingsplan in de lijn van het opleidingsplan opgemaakt op initiatief van de gewestelijke opleidingsraad ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de " Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie " (gewestelijke Raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië).

Onderafdeling 3. — Voorwaarden inzake administratief en boekhoudkundig beheer

Art. 1314/30. Om erkend te worden, moet de dienst :

- 1° georganiseerd worden door een overheid, een instelling van openbaar nut, een vereniging zonder winstoogmerk, een internationale vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;
- 2° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag deze niet samengesteld zijn uit meer dan één vijfde van de personeelsleden of één vijfde van de personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad;
- 3° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag de raad van bestuur voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders of van de personen die deel uitmaken van het personeel van de dienst niet samengesteld zijn uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als echtgenoot, wettelijke samenwoners, bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad;
- 4° op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak autonoom zijn en over een administratief beheer beschikken van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het Agentschap daarop controle kan uitoefenen;
- 5° onder de leiding staan van een directeur, natuurlijke persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, overeenkomstig een in artikel 1314/1, 8°, bedoelde schriftelijke overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit;
- 6° op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken overmaken die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende subsidies, het tewerkstellingskadaster, het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen, alsmede het vormingsprogramma bedoeld in artikel 1314/29, § 1.
- 7° de sociale balans overmaken zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, alsook de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten, alsook het vormingsprogramma bedoeld in artikel 1314/29, § 1 :
 - a) voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht : aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;
 - b) voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht : aan het onderhandelings- overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 of, bij gebreke daarvan, aan de representatieve werknemersorganisaties;
- 8° de referentie van de door het Agentschap verleende erkenning vermelden op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van de dienst uitgaan.

De technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie bedoeld in het eerste lid, 4°, kan eventueel via de organisatie van een administratieve entiteit verkregen worden.

In geval van verzuim of onregelmatigheid in de uitvoering van het mandaat van de directeur, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven en binnen de termijn die het Agentschap bepaalt om de nodige maatregelen te treffen.

Als de maatregelen niet zijn genomen na afloop van die termijn, wendt Agentschap zich tot de Minister, die zich overeenkomstig artikel 475 uitspreekt.

Het uittreksel uit het strafregister van de directeur is vrij van veroordelingen tot correctionele straffen betreffende misdrijven die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen.

Art. 1314/31. Onverminderd de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, worden de opschriften en nummers van voor de activiteit van de diensten geschikte rekeningen door het Agentschap aan de diensten overgemaakt.

Art. 1314/32. § 1. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar, samen met het rapport van een bedrijfsrevisor, wiens opdracht erin bestaat de rekeningen te certificeren en, in voorkomend geval, recht te zetten.

§ 2. De jaarrekeningen gaan vergezeld van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhoudingen van die entiteiten kunnen bovendien op verzoek ingekeken worden door de diensten van het Agentschap".

§ 3. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 1314/33. Indien dienstverleningen van een verbonden entiteit uitgaan, geven de dienstverleners hun aanwezigheid aan in het personeelsregister.

Art. 1314/34. De dienst kan bewijzen dat hij aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.

Onderafdeling 4. — Verplichtingen betreffende de tenlasteneming van gehandicapte personen van buitenlandse herkomst

Art. 1314/35. § 1. De dienst legt jaarlijks een kadaster van de opgevangen personen van buitenlandse herkomst aan het Agentschap over.

§ 2. Het « kadaster van de opgevangen personen van buitenlandse herkomst » is de lijst van de gehandicapte personen die in de loop van elk boekjaar opgevangen worden. Voor elk van hen vermeldt die lijst de naam, de voornaam, de geboortedatum, het geslacht, de nationaliteit, het adres of dat zijn wettelijke vertegenwoordiger, de autoriteit(en) verantwoordelijk voor de plaatsing en de financiering.

§ 3. De diensten versturen het in § 2 bedoelde kadaster, behoorlijk ingevuld aan de hand van het door het Agentschap verstrekte formulier, uiterlijk 31 maart na het afgelopen boekjaar.

Onderafdeling 5. — Voorwaarden betreffende de gebouwen en installaties.

Art. 1314/36. De gebouwen en installaties voldoen aan de normen waarin bijlage 114/4 voorziet en de diensten die er gebruik van maken beschikken voortdurend over een geldig rapport van een gemeentelijke dienst of een regionale brandweerdienst waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen en waarin de opvangcapaciteit van de infrastructuur vermeld wordt.

Onderafdeling 6. — Verplichting betreffende de raad van gebruikers

Art. 1314/37. § 1. Binnen elke dienst wordt een uit gebruikers bestaande raad opgericht die alle voorstellen formuleert m.b.t. de levenskwaliteit en de praktische organisatie van de opvang.

§ 2. De raad van gebruikers telt minstens drie leden, onder wie een voorzitter, die in zijn midden gekozen wordt. Hij vergadert minstens één keer per kwartaal.

De dienst zorgt ervoor dat de lijst van de leden van de raad aan de gebruikers overgelegd wordt.

§ 3. Een personeelslid zorgt voor de animatie en neemt het secretariaat van de raad van gebruikers waar, maakt de notulen van de vergaderingen op en neemt ze op in een register dat daartoe voorzien wordt.

§ 4. De verantwoordelijken van de dienst verstrekken de raad van gebruikers elke informatie die nuttig is om aan het dienstproject deel te nemen.

Tussen de raad van gebruikers en de dienst wordt overleg gepleegd i.v.m. :

- 1° wijzigingen van het huishoudelijk reglement;
- 2° belangrijke wijzigingen van de algemene levensomstandigheden.

Onderafdeling 7. — Evaluatie van de diensten

Art. 1314/38. § 1^{er}. Onverminderd artikel 315 van het decreetgevend wetboek, moeten de diensten, opdat het Agentschap kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden, hem om de zes jaar de volgende stukken overleggen :

- 1° het dienstproject zoals bedoeld in artikel 1314/5, 1°, geactualiseerd;
- 2° het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 1314/5, 2°, geactualiseerd;
- 3° het laatste activiteitenrapport van de dienst;
- 4° in geval van verandering van dienstverantwoordelijke, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de dienstverantwoordelijke alsook de schriftelijke delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht zoals bedoeld in artikel 1314/5, 6°;
- 5° de bijgewerkte lijst van de leden van de raad van bestuur.

§ 2. De dienst verwittigt het Agentschap in geval van wijziging betreffende :

- 1° het uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 1314/5, 5°;
- 2° de wijzigingen in de statuten, bekendgemaakt of ter griffie gedeponneerd.;

Afdeling 5. — Controle

Art. 1314/39. § 1. Het Agentschap gaat na of de erkenningsnormen in acht genomen worden en vervult een adviesverlenende functie bij de diensten.

§ 2. Het Agentschap ziet toe op de inachtneming van de voorschriften inzake de toekenning en de aanwending van de subsidies en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

Art. 1314/40. Het Agentschap evalueert regelmatig de tenuitvoerlegging van de dienstprojecten. Daartoe evalueert het in samenwerking met de diensten en de educatieve ploegen de werkmethodes, de kwaliteit van de diensten, de dienstverleningen en het tot stand brengen van de levensprojecten van de gebruikers. Het gaat na of het individuele dossier bestaat en bijgewerkt wordt.

Art. 1314/41. De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en/of de vakbondsafvaardiging, indien ze bestaan, en de gebruikersraad.

HOOFDSTUK IV. — Klachten

Art. 1314/42. Elke klacht betreffende de opname in een dienst wordt schriftelijk geformuleerd.

De klacht wordt gericht aan het Agentschap, dat ontvangst bericht en de inrichtende macht inlicht.

Het Agentschap onderzoekt de klacht en geeft de aanklager en de inrichtende macht binnen hoogstens zes maanden kennis van de resultaten van het onderzoek en van de gevolgen die eraan gegeven worden.

HOOFDSTUK V. — Opnamebeleid

Art. 1314/43. § 1. De diensten kunnen de gehandicapte personen opnemen voor zover ze beschikken over :

- 1° hetzij de beslissing tot tussenkomst van het Agentschap, bedoeld in artikel 280 van het decreetgevend wetboek, waarbij bevestigd wordt dat ze in aanmerking komen voor de dienstverleningen van een dagopvangdienst;
- 2° de beslissing van een bevoegde instelling van een ander deelgebied die krachtens een samenwerkingsovereenkomst gevolg mag hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 2. Indien de dienst niet kan steunen op één van de beslissingen opgesomd in het eerste lid, kan de dienst een gehandicapte persoon opnemen als laatstgenoemde zich ertoe verbindt zijn multidisciplinaire dossier bij een in artikel 424 bedoelde erkende dienst in te dienen. Het Agentschap grondt zijn beslissing tot tussenkomst op basis van dat dossier.

Art. 1314/44. De diensten mogen geen gebruikers boven hun opvangcapaciteit opnemen.

Art. 1314/45. Elke dienst erkend voor de deficiëntie(s) bedoeld in het tweede lid zorgt ervoor dat de vertrokken personen vervangen worden door personen met die deficiënties.

De deficiënties bedoeld in het eerste lid zijn :

- 1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie of neuropathie;
- 2° zware geestelijke deficiëntie;
- 3° ernstige geestelijke deficiëntie;
- 4° stoornis in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap;
- 5° stoornis die inwerkt op de ontwikkeling en gedragsstoornis die gepaard gaat met de handicap(s);
- 6° autisme;
- 7° aangeboren of opgelopen hersenletsel.

Art. 1314/46. In afwijking van artikel 1314/45 kan de dienst personen opvangen die niet getroffen zijn door de bedoelde deficiënties voor zover deze personen slechts af en toe een beroep op hem doen.

Art. 1314/47. De gebruikers van een dagopvangdienst kunnen :

- 1° opgenomen worden door een residentiële dienst voor jongeren, een residentiële nachtdienst voor volwassenen, een dienst voor gesuperviseerde woningen, een respijtzorgdienst, door een opvangpersoon geaccrediteerd door een begeleidingsdienst voor gezinsopvang;
- 2° een kortverblijfplaats innemen in een residentiële dienst voor volwassenen;
- 3° begeleid worden door een dienst voor vroegtijdige hulpverlening, een dienst voor integratiehulp of een begeleidingsdienst.

HOOFDSTUK VI. — *Prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie*

Art. 1314/48. § 1. Prioritaire gehandicapte personen in een noodsituatie zijn zwaar afhankelijke personen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een sociaal onderzoek door het Agentschap waaruit blijkt dat hun sociale situatie een gespecialiseerde opname vereist.

§ 2. Onder zwaar afhankelijke personen worden verstaan, de personen die getroffen zijn door de deficiënties bedoeld in artikel 1314/45. De betrokken volwassenen behoren bovendien tot de categorie B of C.

§ 3. Het sociaal onderzoek bedoeld in paragraaf 1 bevestigt de noodzaak van een dringende opname voor de persoon :

- 1° van wie de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn opdracht te vervullen;
- 2° van wie de huidige situatie gevaar inhoudt voor hun integriteit of voor die van derden;
- 3° aan wie meerdere keren een uitsluitingsmaatregel is opgelegd.

Art. 1314/49. In uitzonderlijke individuele gevallen kan het Agentschap de bepalingen van artikel 1314/48 eveneens laten gelden voor een gehandicapte persoon die niet beantwoordt aan de criteria van zware afhankelijkheid.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid richt het Agentschap zich onmiddellijk tot de erkende dienst om over een opname te onderhandelen.

HOOFDSTUK VII. — *Gewone punten*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 1314/50. De Minister wijst aan de dagopvangdiensten een puntendoelstelling toe die over een waarnemingsperiode van drie jaar gehaald moet worden.

Om de doelstelling te halen, zorgen de diensten ervoor dat de personen in de loop van de dag tijdens activiteiten begeleid en bijgestaan worden.

Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft, hangt de puntenwaarde van een aanwezigheidsdag van de gebruiker uitsluitend van zijn subsidiëringscategorie af.

Wat de gespecialiseerde dagopvangdiensten voor jongeren betreft, hangt de puntenwaarde van een aanwezigheidsdag van de gebruiker uitsluitend van zijn handicapcategorie en van het soort nodige steun af.

De punten die niet zijn toegekend na afloop van een waarnemingsperiode, worden toegekend in de loop van de volgende waarnemingsperiode.

Afdeling 2. — Bepaling en wijziging van de puntendoelstelling

Onderafdeling 1. — Bepaling van de puntendoelstelling

Art. 1314/51. § 1^{er}. Om de vroegere middelen te garanderen aan de dienst die voor 1 januari 2016 bestaat, wordt de puntendoelstelling bepaald op grond van de subsidies die hij in 2013 ontvangen heeft.

De waarde van een punt bij de bepaling van de puntendoelstelling is gelijk aan 93,30 euro voor een dagopvangdienst voor volwassenen en 104,71 euro voor een gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren.

§ 2. Onder subsidies ontvangen in 2013 wordt verstaan, de jaarlijkse vaste subsidie, verhoogd met de toeslag wegens geldelijke anciënniteit, na aftrek van de reële kost van de anciënniteit.

§ 3. De reële kost van de anciënniteit is gelijk aan het verschil tussen de theoretische prijs voor dienstanciënniteit en de theoretische prijs berekend op een forfaitaire basis van tien jaar.

§ 4. De puntendoelstelling is gelijk aan het bedrag bedoeld in paragraaf 2, gedeeld door de waarde van een punt zoals omschreven in § 1, tweede lid.

Dat bedrag wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Art. 1314/52. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaalt de Waalse Regering de in punten uitgedrukte doelstellingen van de dienst die na deze datum erkend zou worden.

Onderafdeling 2. — Waarneming van het aantal behaalde punten

Art. 1314/53. Het aantal behaalde punten wordt waargenomen over een periode van drie volle kalenderjaren, met name de waarnemingsperiode.

1314/54. Binnen de eerste vijftien dagen van de volgende maand maken de diensten het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen aan het Agentschap over, samen met het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen van de prioritaire gehandicapte personen in een noodsituatie voor wie nominatieve punten werden toegekend op basis van artikel 1314/67, beide behoorlijk ingevuld.

Art. 1314/56. Het Agentschap registreert de eventuele aankomsten en vertrekken van de gebruikers op basis van het maandelijks overzicht en stuurt een fiche met het totaal van de voor bedoelde maand toegekende punten terug naar de dienst.

Art. 1314/56. Als het gemiddelde van de door de dienst gecumuleerde punten lager is dan zijn puntendoelstelling na afloop van de waarnemingsperiode, wordt zijn puntendoelstelling voor de volgende waarnemingsperiode verhoudingsgewijs verminderd.

Als het tekort aan punten bedoeld in het eerste lid hoger is dan 500 % van de puntendoelstelling wordt het bedrag van toelagen overeenstemmend met het vastgestelde tekort aan punten door het Agentschap teruggevorderd.

Onderafdeling 3. — Herverdeling van de niet gebruikte punten

Art. 1314/57. Om aanspraak te kunnen maken op de niet-gebruikte punten die herverdeeld moeten worden, kapitaliseert de bestaande dienst tijdens de waarnemingsperiode een aantal overtollige punten ten opzichte van de puntendoelstelling.

Art. 1314/58. Het Agentschap maakt een rangschikking van de diensten op, waarbij voorrang gegeven wordt aan de dienst die deel uitmaakt van het arrondissement waar het in artikel 1314/94 bedoelde dienstenaanbod het ongunstigst is.

Art. 1314/59. Het Agentschap verwittigt de dienst, die beschikt over een termijn van dertig dagen om zich kandidaat te stellen voor de toekenning van bijkomende punten.

Art. 1314/60. De Waalse Regering wijst na afloop van de waarnemingsperiode de niet-gebruikte punten aan nieuwe diensten toe of verhoogt de puntendoelstelling van bestaande diensten.

Afdeling 3. — Verrekening van de punten

Art. 1314/61. De verrekening van de waargenomen gewone punten wordt bepaald door de aanwezigheidsdagen van de gebruikers, met uitzondering van die voor wie nominatieve punten werden toegekend op basis van de bepalingen van artikel 1314/67, met de puntwaarde te vermenigvuldigen.

Art. 1314/62. De puntenwaarde van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers wordt bepaald als volgt :

1° voor de dagopvangdienst voor volwassenen :

Subsidiërcategorie	Waarde van één dag
Gebruiker van categorie A of B	1 punt
Gebruiker van categorie C	1,5 punt

2° voor de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren :

Subsidiërcategorie	Waarde van één dag zonder onderwijs	Waarde van één dag met intensieve steunverlening voor scholing of gedeeltelijke of totale herscholing (1ste jaar)	Waarde van één dag met intensieve steunverlening voor gedeeltelijke scholing (2de jaar en volgende) of met intensieve steunverlening om de schooluitval te voorkomen	Waarde van één dag steunverlening van de jongere of van zijn gezin wanneer de jongere niet aanwezig is in de dienst
Gebruiker van het Niveau 1	1 punt		0,5 punt	0,2 punt
Gebruiker van het Niveau 2	1,5 punt		1 punt	0,3 punt
Gebruiker van het Niveau 3	2 punten		1,5 punt	0,4 punt
Gebruiker van het Niveau 4	2 punten		1,5 punt	0,4 punt

Art. 1314/63. Onder "intensieve steunverlening voor de gedeeltelijke of totale (her)scholing" wordt verstaan, de actie die tijdens verschillende uren per dag door de ploegen van de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren gevoerd wordt om de jongere in het gewoonlijk of gespecialiseerd schoolmilieu (opnieuw) te integreren.

Art. 1314/64. Onder "intensieve steunverlening om de schooluitval te voorkomen" wordt verstaan, de actie die tijdens verschillende uren per dag door de ploegen van de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren in het gewoonlijk of gespecialiseerd schoolmilieu gevoerd wordt teneinde de leraars te steunen om de jongere op school te handhaven.

Art. 1314/65. De dienst die de in de artikelen 1314/63 en 1314/64 bedoelde acties voert, ondertekent met de schoolinrichting en het gezin een overeenkomst waarin de doelstellingen, de aard van de begeleiding en de duur van hun tussenkomsten worden bepaald.

Art. 1314/66. De punten verkregen door een dienst resulteren uit de optelling van de waargenomen punten via de maandelijkse overzichten van de aanwezigheidsdagen.

HOOFDSTUK VIII. — Nominatieve punten

Afdeling 1. — Bepaling van de nominatieve punten

Art. 1314/67. Bij voortdurend gebrek aan beschikbare plaatsen kan het Agentschap binnen de perken van de daartoe voorziene begrotingskredieten een aantal nominatieve punten toekennen aan de dienst die op zijn exclusief verzoek de in hoofdstuk VI bedoelde personen ten laste neemt.

Art. 1314/68. Als een op basis van artikel 1314/67 opgenomen gebruiker de dienst verlaat, wordt het aantal nominatieve punten dat hem voor die opname werd verleend, ingetrokken.

Afdeling 2. — Waarneming van het aantal behaalde nominatieve punten

Art. 1314/69. Naar gelang van de beschikbare begrotingskredieten en van het reële verbruik van de nominatieve punten waargenomen in het voor deze bevolking bestemde maandelijks overzicht kan het Agentschap het aantal nominatieve punten dat aan de diensten toegekend wordt, aanpassen aan het begin van elk boekjaar.

Afdeling 3. — Boekhouding van de nominatieve punten

Art. 1314/70. De boekhouding van de waargenomen nominatieve punten wordt bepaald door de aanwezigheidsdagen van de op basis van de bepalingen van artikel 1314/67 opgenomen gebruikers met de puntwaarde te vermenigvuldigen.

Art. 1314/71. De puntenwaarde van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers wordt bepaald als volgt :

1° voor de dagopvangdiensten voor volwassenen :

Subsidiërcategorie	Waarde van één dag
Gebruiker bedoeld in artikel 1314/48	1,5 punt

2° voor de gespecialiseerde opvangdiensten voor jongeren :

Subsidiëringscategorie	Waarde van één dag zonder onderwijs of met intensieve steunverlening voor scholing of gedeeltelijke of totale herscholing (1ste jaar)	Waarde van één dag met intensieve steun voor gedeeltelijke scholing (2de jaar en volgende) of met intensieve steun om de schooluitval te voorkomen
Gebruiker bedoeld in artikel 1314/48	2 punten	1,5 punt

HOOFDSTUK IX. — *Subsidiëring*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 1314/72. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de diensten :

- 1° een basissubsidie;
- 2° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;
- 3° een nominatieve subsidie voor de dienst die in artikel 1314/48 bedoelde personen opneemt en waarvoor de erkenningsbeslissing de toekenning van nominatieve punten vermeldt;
- 4° een specifieke subsidie waarmee ze de uit de opwaardering van de lastige uren resulterende loonsverhogingen kunnen financieren, alsook de toeslag op de eindejaarspremie en de opleiding in het kader van de maatregelen genomen bij kaderovereenkomst in de Waalse privé non-profit sector op 24 februari 2011;
- 5° een subsidie « mobiliteit ».

Afdeling 2. — Basissubsidie

Art. 1314/73. De basissubsidie dekt :

- 1° de werkingslast;
- 2° de last van het niet-educatieve en educatieve personeel waarvan de kwalificaties beantwoorden aan de vereiste titels bedoeld in bijlage 114/2;
- 3° de last i.v.m. de bezoldiging van de coördinerend arts;
- 4° de persoonsgebonden kosten;
- 5° de toeslag bestemd voor de compenserende indienstneming i.v.m. de toekenning van bijkomende verlofdagen in het kader van de maatregelen genomen bij de overeenkomst in de Waalse non-profit sector;
- 6° wat de betrokken dienst betreft, de toeslag tot financiering van de opwaardering van de weddeschalen voor de hoofdopvoeders en de groepshoofden.

Art. 1314/74. De basissubsidie wordt verkregen door de puntendoelstelling van een dienst met de puntwaarde te vermenigvuldigen.

Art. 1314/75. § 1. De waarde van een punt in dagopvangdiensten voor volwassenen wordt vastgelegd op 90,85 euro voor de dienst beheerd door een private inrichtende macht.

De waarde van een punt in dagopvangdiensten voor volwassenen wordt vastgelegd op 89,79 euro voor de dienst beheerd door een openbare inrichtende macht.

§ 2. De waarde van een punt in een gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren wordt vastgelegd op 109,24 euro voor de dienst beheerd door een private inrichtende macht.

De waarde van een punt in een gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren wordt vastgelegd op 108,05 euro voor de dienst beheerd door een openbare inrichtende macht.

Art. 1314/76. Voor de toepassing van artikel 1314/62, 1° wordt de tenlasteneming voor volwassenen in drie subsidiëringscategorieën ingedeeld :

- 1° categorie A : tenlasteneming die niet onderverdeeld is in de categorieën B, C en die voorziet in de behoeften van gebruikers met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, met lichte, gematigde of ernstige geestelijke deficiënties of met zintuiglijke of lichamelijke deficiënties waarvoor ze opgenomen en/of gehuisvest moeten worden;
- 2° categorie B : tenlasteneming die voldoet aan de behoeften van de gebruikers met :
 - a) zware geestelijke deficiëntie;
 - b) autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige geestelijke deficiëntie, of met zintuiglijke of lichamelijke deficiëntie en die drie van de volgende kenmerken vertonen :
 - (1) bedlegerig zijn;
 - (2) permanente en actieve hulp van een derde behoeven;
 - (3) ernstige gedragsstoornissen vertonen;
 - (4) door een derde gevoed moeten worden;
 - (5) dagelijks volledig getoiletteerd moeten worden;
 - (6) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;
 - (7) nacht- en dagincontinentie;
 - (8) een niet-gestabiliseerde epilepsie;
 - (9) medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie;
- 3° categorie C : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruiker met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige of zware lichamelijke, zintuiglijke of geestelijke deficiëntie en die vier van de volgende kenmerken vertonen, waarvan minstens één in de lijst onder a) voorkomt en de drie andere in de lijst onder b) :
 - a) (1) bedlegerig zijn;
 - (2) permanente en actieve hulp van een derde behoeven;

- (3) nacht- en dagincontinentie;
- b) (1) door een derde gevoed moeten worden;
- (2) ernstige gedragsstoornissen vertonen;
- (3) dagelijks volledig getoiletteerd moeten worden;
- (4) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;
- (5) een niet-gestabiliseerde epilepsie;
- (6) medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie.

Art. 1314/77. Voor de toepassing van artikel 1314/62, 2°, worden de tenlastenemingen voor jongeren in vier niveaus ingedeeld :

- 1° niveau 1 : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruiker met een gematigde of ernstige geestelijke deficiëntie, of met ernstige gezichts- of gehoorstoornissen;
- 2° niveau 2 : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruiker met een ernstige geestelijke deficiëntie, met overweldigende ontwikkelingsstoornissen, karakterstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis of skeletmisvormingen;
- 3° niveau 3 : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruiker met hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida of aangeboren of opgelopen hersenletsel.
- 4° niveau 4 : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruiker met autisme.

Art. 1314/78. De basissubsidie wordt voortijdig bij maandelijkse afbetalingen betaald in de loop van het bestemmingsjaar.

De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen bij de overheidsdiensten.

Art. 1314/79. De Minister bepaalt de puntendoelstelling van de dienst die opgericht is of waarvoor een uitbreiding wordt toegestaan tengevolge van de toekenning van een specifieke financiering waartoe de Waalse Regering besloten heeft.

Afdeling 3. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit

Art. 1314/80. § 1. Een subsidietoeslag voor het personeel wordt verleend aan de dienst waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het boekjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan tien jaar, om hem in staat te stellen, de loonsverhogingen i.v.m. de anciënniteit van het personeel te kunnen financieren.

§ 2. Aan het einde van elk kalenderjaar maakt de dienst uiterlijk 31 maart het tewerkstellingskadaster langs de elektronische weg aan het Agentschap over.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de subsidie, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen. Voor de personeelsleden die de dienst vóór die datum verlaten hebben, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de uitredingsdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekkingen.

Het resultaat van de deling wordt verminderd met een half jaar anciënniteit.

Art. 1314/81. § 1. Het aantal prestaties opgenomen in de berekening van de geldelijke anciënniteit van de werknemer die in aanmerking komt voor een maatregel tot inrichting van het einde van zijn loopbaan, zoals bedoeld in punt III van bijlage 102, is gelijk aan het volume waarover hij beschikte voordat hij halftijds ging werken.

§ 2. Het aantal bezoldigde prestaties van een werknemer die in dienst is genomen om een werknemer te vervangen die zijn prestaties van voltijds naar halftijds vermindert op grond van deze bepalingen, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 1314/82. § 1. De gemiddelde anciënniteit wordt bepaald op basis van het tewerkstellingskadaster van het personeel dat bij de bestaande dienst aangesteld is.

§ 2. De anciënniteit die in aanmerking wordt genomen, is die van het personeel aangesteld bij de dienst vermeld op de laatste personeelslijst waarover het Agentschap beschikt.

§ 3. Bij de oprichting van een dienst wordt de beginanciënniteit forfaitair vastgelegd op tien jaar.

§ 4. De toeslag wordt verkregen door de basissubsidie te vermenigvuldigen met het in bijlage 114/5 bedoelde evolutiepercentage waargenomen voor de anciënniteit.

Art. 1314/83. Als de toeslag voor de eerste keer wordt toegekend, wordt hij automatisch in de vorm van voorschotten voor het volgende jaar betaald.

Als de anciënniteit kleiner of hoger is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

Afdeling 4. — Nominatieve subsidie

Art. 1314/84. De nominatieve subsidie wordt verkregen door het aantal nominatieve punten dat aan een dienst toegekend wordt te vermenigvuldigen met de puntwaarde bedoeld in artikel 1314/75.

Het bedrag wordt verhoogd met het resultaat van de vermenigvuldiging van de subsidie bedoeld in het eerste lid met het in bijlage 114/5 bedoelde evolutiepercentage waargenomen voor de anciënniteit.

Afdeling 5. — Non-profit toeslagen

Art. 1314/85. § 1. De diensten ontvangen specifieke subsidies voor de financiering van :

- 1° de loonsverhoging die resulteert uit de opwaardering van de lastige uren;
- 2° een toeslag bovenop het vaste gedeelte van de eindejaarspremie;
- 3° de opleiding.

§ 2. De begunstigde diensten en de modaliteiten tot berekening van de subsidies worden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector.

Afdeling 6. — Toeslag « mobiliteit »

Art. 1314/86. § 1. De dienst die dagelijks het vervoer van de gebruikers die hij opvangt organiseert op een door de dienst en de ouders of de verantwoordelijke persoon vastgelegde plaats en omgekeerd, kan aanspraak maken op een toeslag « mobiliteit ».

§ 2. Om deze toeslag te verkrijgen, bevestigt de dienst jaarlijks aan de hand van een uiterlijk 31 januari bij het Agentschap in te dienen verklaring op erewoord dat hij zich ertoe verbindt in de loop van het jaar van de verklaring de gebruikers die hij opvangt onder de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarden te vervoeren, rechtstreeks of via een andere dienstverlener.

§ 3. De subsidie « mobiliteit » staat gelijk met de puntendoelstelling van het jaar, verhoogd met het aan de dienst toegekend aantal nominatieve punten, vermenigvuldigd met het dagtarief « mobiliteit ».

§ 4. Het dagtarief "mobiliteit" bestaat uit een vast gedeelte van 6,12 euro in dagopvangdiensten voor volwassenen en 13,74 euro voor een gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren.

Het in het eerste lid bedoelde vaste gedeelte wordt verhoogd met een variabel gedeelte dat vastgelegd wordt naar gelang van het administratief arrondissement waar de dienst gevestigd is, en waarvan de bedragen in bijlage 114/8 vermeld worden.

§ 5. Binnen de perken van de beschikbare kredieten mag het Agentschap voor een periode van hoogstens drie jaar en in afwijking van § 4 bijkomende middelen toewijzen aan de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren die wegens hun ligging of de ernst van de handicap van de opgevangen gebruikers aantoonde dat zijn lasten betreffende de organisatie van het vervoer tijdens het werkjaar, na aftrek van de in artikel 1314/93, § 1, bedoelde financiële bijdrage van de gebruikers minstens 150 % van de subsidie "mobiliteit" bereiken.

Afdeling 7. — Vakbondspremies

Art. 1314/83. Het Agentschap stort namens de dienst op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondspremie, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer, dat bepaald is overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector.

Afdeling 8. — Overeenkomst tot bevordering van de tewerkstelling

Art. 1314/88. Het totaalbedrag van de subsidies dat voortvloeit uit de bepalingen van deze ondertitel wordt verminderd met de tegenwaarde van het bedrag dat eventueel gestort wordt door het Tewerkstellingsfonds aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering als compensatie voor de subsidiëring van de vergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Afdeling 9. — Sancties

Art. 1314/89. Als de documenten bedoeld in de artikelen 1314/35, 1314/54 en 1314/80, § 2, niet binnen de voorgeschreven termijnen overgelegd worden, wordt per dag achterstand een boete opgelegd waarvan het bedrag gelijk is aan vijf keer de puntwaarde bedoeld in artikel 1314/75.

Onverminderd de boete bedoeld in het eerste lid, stuurt het Agentschap de dienst na afloop van de termijnen bedoeld in het eerste lid een aanmaning toe bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent.

Als het Agentschap het ontbrekende document niet heeft ontvangen binnen tien dagen wordt de basissubsidie van de dienst voor bedoeld jaar vastgelegd op negentig percent van het bedrag waarop hij het jaar ervoor aanspraak kon maken.

Afdeling 10. — Controle op het gebruik van de subsidies

Art. 1314/90. § 1. De controle op het gebruik van de subsidies door het Agentschap wordt over driejaarlijkse periodes gevoerd. Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten na afloop van elke periode kleiner is dan de overeenkomstige subsidies, wordt het verschil ingevorderd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de dagopvangdienst voor volwassenen of de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren die deel uitmaakt van een administratieve entiteit kiezen voor een jaarlijkse controle.

Als de dienst voor een driejaarlijkse controle kiest, geeft hij het Agentschap, volgens de modaliteiten die het Agentschap bepaalt, uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar kennis van het gekozen type controle, alsook van een voorstel van ingangsdatum voor de periode waarvoor het Agentschap zijn akkoord geeft.

Als die informatie niet verstrekt wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt het geheel van de diensten van de administratieve entiteit jaarlijks gecontroleerd.

Art. 1314/91. § 1^{er}. Het Agentschap vergewist zich van de naleving van de regels voor de toekenning en het gebruik van de toelagen.

De basissubsidie bedoeld in artikel 1314/73 wordt evenwel voor personeelslasten gebruikt naar rato van minimum tachtig percent en voor persoonsgebonden kosten naar rato van minimum vier percent.

De toeslag « mobiliteit » alsook de in artikel 1314/93, § 1, bedoelde bijdrage van de gebruikers voor de post worden bij voorrang gebruikt voor de op geldige wijze aangerekende kosten van gemeenschappelijk vervoer en, wat het saldo betreft, voor alle toelaatbare lasten.

De in artikel 1314/93, § 1, bedoelde bijdrage die van het gezin verlangd wordt, behalve degene die voor het gemeenschappelijk vervoer gevraagd wordt, kan door de dienst gebruikt worden voor de financiering van de toelaatbare lasten.

§ 2. De perken van de toelaatbaarheid van de lasten worden nader bepaald in de bijlagen 102 en 114/6.

Art. 1314/92. De financiële bijdrage die krachtens artikel 1314/93, § 2, van de gebruikers of hun wettelijke vertegenwoordigers verlangd wordt, wordt geboekt als invorderingen van onkosten betreffende de rekeningen 6010, 6011, 6012, 613, 61601, 644 bedoeld in het boekhoudplan waarvan de dienst d.m.v. een omzendbrief in kennis wordt gesteld.

In het kader van de controle op het gebruik van de subsidies worden de in het eerste lid bedoelde bijdragen in mindering gebracht van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

HOOFDSTUK X. — *Financiële bijdrage van de gebruikers*

Art. 1314/93. § 1. De dienst mag de gebruikers verzoeken om een financiële bijdrage die per aanwezigheidsdag niet hoger mag zijn dan de volgende bedragen :

- 1° wat de dagopvangdienst voor volwassenen betreft : 16,32 euro als de persoon in aanmerking komt voor het vervoer dat door de dienst georganiseerd en verricht wordt en 12,24 euro in het tegenovergestelde geval;
- 2° voor de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren : 10,20 euro als de persoon in aanmerking komt voor het vervoer dat door de dienst georganiseerd en verricht wordt en 6,12 euro in het tegenovergestelde geval;

Met de in het eerste lid bedoelde aanwezigheidsdagen wordt gelijkgesteld, de dag van intensieve steunverlening voor gedeeltelijke scholing of herscholing en van intensieve steunverlening om de schooluitval te voorkomen, die bedoeld zijn in de artikelen 1314/63 en 1314/64.

§ 2. De dienst mag bovenop de in § 1 bedoelde financiële bijdrage een toeslag eisen voor de kosten inherent aan een specifieke activiteit die hij organiseert of aan specifieke behoeften van de gebruiker met het oog op zijn welzijn en persoonlijke ontplooiing.

Als de toeslag door de dienst wordt geëist, moet de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger tevoren daarmee instemmen.

HOOFDSTUK XI. — *Programmering*

Art. 1314/94. Het dienstenaanbod wordt bepaald door de som van de puntendoelstellingen van elk arrondissement te delen door hun bevolkingscijfer.

Art. 1314/95. Het aantal diensten mag niet hoger zijn dan het aantal diensten erkend op 1 januari 2016. Het aantal kan evenwel evolueren als de daartoe bestemde aanvullende kredieten door de Waalse Regering vrijgemaakt worden.

HOOFDSTUK XII. — *Adequatie van het stelsel*

Art. 1314/96. De relevantie van het erkennings- en subsidiëringstelsel wordt gezamenlijk door het Agentschap en de betrokken dienst met punten geëvalueerd in de loop van het jaar dat volgt op een vol kalenderjaar waarin de in de hoofdstukken VII tot X van Ondertitel 2 bedoelde bepalingen toegepast worden.”

Art. 14. In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 1394/1, 1394/2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

”Art. 1394/1. Voor de dagopvangdienst voor volwassenen gaat de eerste waarnemingsperiode bedoeld in artikel 1314/55 op 1 januari 2014 in.

1394/1. Voor de gespecialiseerde dagopvangdienst voor jongeren gaat de eerste waarnemingsperiode bedoeld in artikel 1314/55 op 1 januari 2016 in.

Art. 1394/2. De bedragen bedoeld in de artikelen 1314/75, § 1 en § 2, 1314/86, § 4 en 1314/93, § 1, alsook in bijlage 114/8 worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 164,09 dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt, met name op 1 januari 2013.”

Art. 15. Hetzelfde Wetboek, Tweede deel, Boek V, Titel XIV, wordt aangevuld met de artikelen 1394/6 tot 1394/7, luidend als volgt :

”Art. 1394/6. Wat betreft de dagopvangdienst voor volwassenen die op 31 augustus 2013 een bijzondere jaarlijkse subsidie genoot voor de tenlasteneming van de prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie bedoeld in artikel 1296, wordt de subsidie die resulteert uit de toepassing van artikel 1263, na aftrek van de subsidie die ze genoot op basis van de bedragen bedoeld in artikel 1262, opgenomen in de subsidies bedoeld in artikel 1314/51, § 2.

Art. 1394/7. Wat betreft de dienst die op 1 januari 2016 een bijzondere jaarlijkse subsidie genoot voor de nominatieve tenlasteneming van prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie, wordt deze subsidie in aantal nominatieve punten omgezet.”

Art. 16. In de bijlagen 97, 98, 99, 101, 103, 106, 107, 108, 109, 110, 111 en 112 van hetzelfde Wetboek worden de bepalingen betreffende de dagopvangdiensten voor jongeren telkens opgeheven.

Art. 17. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 114/3 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 114/5 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 19. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 114/6 vervangen door bijlage 3 die bij dit besluit gaat.

Art. 20. Artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector, vervagen bij het besluit van 15 mei 2014, wordt het bedrag “3.171.136,43” vervangen door het bedrag “3.167.20,94”.

Art. 21. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2016.

Art. 22. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

Bijlage 1

Bijlage 114/3 bedoeld in artikel 1314/27
van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

PERSONEELSNORMEN

Minimale kwantitatieve personeelsnormen die nageleefd moeten worden naar gelang van de puntendoelstellingen en de nominatieve punten

- a) Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft
 - Niet educatief personeel : 0,3100 VTE per 1000 punten

- Educatief personeel : 1,1200 VTE per 1000 punten
- b) Wat de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren betreft :
 - Niet educatief personeel : 0,3100 VTE per 1000 punten
 - Educatief personeel : 1,2400 VTE per 1000 punten

Onder "educatief personeel" wordt verstaan het geheel van de psychologen, paramedici, maatschappelijk assistenten, opvoeders van de categorieën I en II en opvoeders groepsleiders van wie de kwalificatie beantwoordt aan de in bijlage 114/2 opgenomen vereisten, ongeacht hun statuut, zelfs wanneer hun diensten via een dienstenmaatschappij worden verleend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

Bijlage 2

Bijlage 114/5 bedoeld in artikel 1314/82, § 4 en 1314/84
van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

ROOSTER VAN DE EVOLUTIE VAN DE ANCIËNNITEIT

- b) Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft

Geldelijke anciënniteit	% evolutie
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,16 %
12	2,41 %
13	4,58 %
14	4,82 %
15	6,99 %
16	9,39 %
17	11,55 %
18	11,80 %
19	13,97 %
20	14,21 %
21	16,38 %
22	16,63 %
23	18,80 %
24	19,04 %
25	20,94 %
26	21,19 %
27	23,04 %
28	23,29 %
29	23,55 %
30	23,55 %

Geldelijke anciënniteit	% evolutie
31	23,57 %

Wat de gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren betreft :

Geldelijke anciënniteit	% evolutie
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,19 %
12	2,43 %
13	4,62 %
14	4,87 %
15	7,05 %
16	9,48 %
17	11,66 %
18	11,91 %
19	14,10 %
20	14,35 %
21	16,53 %
22	16,78 %
23	18,97 %
24	19,22 %
25	21,01 %
26	21,26 %
27	23,02 %
28	23,26 %
29	23,53 %
30	23,53 %
31	23,54 %

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

Bijlage 3

Bijlage 114/6 bedoeld in artikel 1314/91, § 2,
van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

TOELAATBAARHEID VAN DE LASTEN – ALGEMENE REGELS

1. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden;

- 1) Ze moeten betrekking hebben op de in artikel 1314/11 van dit besluit bedoelde gebruikers voor wie het Agentschap een subsidie verleent. Als het aantal waargenomen punten hoger is dan de puntendoelstelling, worden de in de boekhouding van de dienst opgenomen lastenverhoudingsgewijs verminderd d.m.v. een coëfficiënt.

Bij opvang van bij aanvullende gebruikers of elke andere gehandicapte persoon die door het Agentschap niet erkend en niet gesubsidieerd wordt, worden de volgende beginselen evenwel toegepast :

- 1° het overschot van punten voortgebracht door die personen heeft de toepassing van de coëfficiënt als gevolg slechts wanneer dit overschot hoger is dan 20 % van de puntendoelstelling.
- 2° de coëfficiënt wordt niet op de personeelslasten toegepast indien de naleving van de in artikel 1314/27 bedoelde begeleidingsnormen geverifieerd kan worden voor het geheel van de binnen de dienst opgevangen personen.

De voor de bepaling van de verminderingcoëfficiënt gebruikte parameters worden aangepast om de impact van de categorie handicap van de opgevangen personen in de berekening uit te sluiten. De in artikel 1314/90 van dit besluit bepaalde controlemodaliteiten bepalen de periode waarop de berekening van die coëfficiënt betrekking heeft. In geval van driejaarlijkse controle wordt bedoelde controle op basis van de waarneming van de aanwezigheden over de betrokken periode van drie jaar globaal uitgevoerd. In geval van controle per administratieve entiteit wordt bedoelde controle per toekenningjaar voor de toelage uitgevoerd. Ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst is gesubsidieerd;

- 2) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;
- 3) zij dienen in de boekhouding te worden opgenomen overeenkomstig de wetgeving over de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de uitvoeringsbesluiten ervan;
- 4) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. In het geval waarin de lasten uit uitwisselingen tussen gebonden entiteiten voortvloeien, dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;
- 6) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 7) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;
- 8) ze mogen niet betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard;
- 9) ze mogen niet uitdrukkelijk gedekt worden door een andere financieringsbron, met uitzondering van giften tussen verbonden entiteiten.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden geacht niet toelaatbaar te zijn :**2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld**

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;
- 2) de beleggingswaarden boven 500 €, inclusief BTW, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
- 3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 4) de betaling van dienstprestaties die niet bij de administratie van de belastingen zijn aangegeven;
- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 8) de vergoedingskosten voor de vrijwilligers die de wet op de rechten van de vrijwilligers niet naleven;
- 9) de huurlasten onder vzw's, behalve als ze overeenstemmen

* hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies betreffende dat gebouw afgetrokken wordt. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral

* hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) les de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de weddeschalen van de paritaire commissie van kracht binnen de dienst;
- 2) het gedeelte van de bezoldiging van de coördinator boven het bedrag waarin voorzien wordt op de weddeschaal 25 vastgelegd door de PC 319.02;
- 3) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC van kracht binnen de dienst of van de Nationale Arbeidsraad;
- 4) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;
- 5) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;

- 6) de dotaties en de aanwendingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;
- 7) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverleningen worden vermeld;
- 8) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de fiscale Administratie;
- 9) de loonlasten die niet overeenstemmen met activiteiten voor de dagopvangdienst. Als een personeelslid voor verschillende opdrachten aangesteld wordt binnen de structuur, moet een document overgelegd en goedgekeurd worden waarin de verdeling van zijn arbeidstijd opgegeven wordt.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.
 - 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.
 - 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden bedoeld in rekening 63020;
 - 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen bedoeld in rekening 63020;
 - 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021. Het informaticamaterieel kan tegen 33 % afgeschreven worden.
 - 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.
 - 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.

Eén van voornoemde percentages naar gelang van het type goed dat het voorwerp is van het leasingcontract of van soortgelijke rechten.

Een afwijking van die percentages kan door het Agentschap worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking moet bij aangetekend schrijven aangevraagd worden en met redenen omkleed zijn.

- 2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;
- 3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;
- 4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;
- 5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de op rekening 640 aangerekende boeten;
- 2) de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642, met uitzondering van degene die voortvloeien uit de participaties gevorderd op basis van artikel 1314/95.
- 3) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000- "Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001- "Financiële lasten leasing ", 65002- "Financiële lasten kaskredieten - " Agentschap"- uitstel of dwingende reden ", 65003- "Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570- "Financiële lasten bankrekeningen ", 6571- "Financiële lasten - beleggingen ";
- 2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
- 3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de lasten voor aanwendingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Allerlei

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van bestuurderskosten, behalve als ze voortvloeien uit punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- 1) de door de overheid verleende subsidies wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit, met uitzondering van de werkingssubsidie verleend door de Nationale Loterij;
- 2) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van het verkoop van producten buiten de instelling of van cash management. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, het verkoop van producten buiten de instelling of cash management. Ze moeten naar gelang van hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze verrichtingen voortkomen.

4. Bestemming van de lasten en opbrengsten voor de verschillende subsidies bedoeld hoofdstuk IX van dit besluit.

4.1. Algemene beginselen.

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit, zijn de volgende algemene beginselen van toepassing :

Als werkingslasten worden beschouwd de lasten die op geldige wijze geboekt worden op de overeenstemmende rekeningen 6015, 60161 en 609 alsook 610, 611, 612, 614, 615, 61600, 617, 618, 619, 62, 64 en 65 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

Als personeelslasten worden beschouwd de lasten voor het niet-educatief en educatief personeel wiens kwalificaties overeenstemmen met de vereiste titels vermeld in bijlage II en die op geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 618 en 62 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

Als lasten betreffende de coördinerend artsen worden beschouwd de lasten die voor die dienstverleners op geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 618 en 62 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

Als persoonsgebonden lasten worden beschouwd de lasten m.b.t. de effectieve aanwezigheid van gebruikers, die er het exclusieve genot van hebben en die op een geldige wijze worden geboekt op de overeenstemmende rekeningen 6010, 6011, 6012, 6013 en 609 alsook 613, 61601 en 6161 opgenomen in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

4.2. Lasten en opbrengsten waarvoor tegelijkertijd verschillende subsidies worden verleend :

" De reiskosten om dienstredenen " zijn kosten voor voertuigen die niet aan de instelling toebehoren. Ze worden op de rekening 6160 geboekt en moeten op grond van bewijsstukken gesplitst worden in twee subrekeningen, één voor de reiskosten i.v.m. de algemene werking van de dienst (61600), de andere voor de kosten i.v.m. verplaatsingen van gehandicapte personen (61601). Deze kosten komen respectievelijk in aanmerking voor de jaarlijkse subsidie en voor de dagelijkse subsidie.

De reiskosten die op de rekening 6161 " Externe collectieve ophaaldienst " geboekt worden, komen in aanmerking voor de subsidie « mobiliteit » en de basissubsidie bedoeld in de artikelen 1314/74 en 1314/76.

De kosten voor de voertuigen die aan de instelling toebehoren, moeten gesplitst worden in de overeenstemmende subrekeningen van de algemene rekeningen, hoofdzakelijk via de volgende rekeningen " 63022X-- " Afschrijving voertuig ", 61204X-- " Brandstof voertuig ", 61405X-- " Verzekeringen voertuig ", 640X-- " Belastingen voertuig " 611X-- " Onderhoud en herstellingen voertuig ". Deze lasten worden in persoonsgebonden kosten en in werkingskosten verdeeld op basis van een verdeelsleutel waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kilometers die met of zonder gebruikers worden afgelegd. Bij gebrek aan een logboek waarin dit onderscheid voorkomt, worden ze verdeeld als volgt : 10 % van die lasten hebben betrekking op de werking en 90 % op de persoonsgebonden onkosten.

De afschrijvingen van investeringen van het type opvoeding, recreatie en geneeskunde, excl. het meubilair, worden als persoonsgebonden onkosten beschouwd, de andere betreffen de werkingslasten.

De dienstverleningen van bedrijven uit de privé-sector betreffen de volgende posten :

- * Voor de bereidingen van maaltijden : 40 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel. Ze zijn het voorwerp van de basissubsidie. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de persoonsgebonden kosten.
- * Voor de reiniging van kleren, lakens, enz.: 65 % van het bedrag, excl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel. Dat percentage komt in aanmerking voor de basissubsidie. Het saldo, incl. btw op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de persoonsgebonden kosten.
- * Voor dienstverleningen i.v.m. sociaal secretariaat, boekhouding, andere administratieve dienstverleningen en onderhoudskosten : 100 % van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor niet-educatief personeel.
- * Voor dienstverleningen betreffende de supervisie van educatieve ploegen : 100 % van het bedrag, incl. btw, zijn gelijk te stellen met kosten voor educatief personeel.

De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

5. Financiële controle :

Wanneer een dagopvangdienst deel uitmaakt van een administratieve entiteit, wordt het globale resultaat van de controle op het gebruik van de subsidies van die dienst toegevoegd aan het resultaat van de controle op het gebruik van de subsidies van het resterende gedeelte van de administratieve entiteit.

6. Afwijkingen

Het Agentschap kan in samenspraak met de betrokken diensten die op verzoek van het Agentschap een reconversie- of omvormingsproces begonnen zijn voorzien in maatregelen tot afwijking van de bepalingen van deze bijlage.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel XI, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2016/00395]

Tombola. — Vergunning

Bij koninklijk besluit III/42/2493/16 van 1 juli 2016 genomen krachtens de wet van 31 december 1851, op de loterijen, is vergunning verleend aan de stichting van openbaar nut « Stichting tegen Kanker » te Brussel om van 1 maart 2017 tot en met 28 februari 2018 in het gehele land een tombolaoperatie te organiseren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2016/00395]

Tombola. — Autorisation

Par arrêté royal III/42/2493/16 du 1^{er} juillet 2016 pris en vertu de la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries, la fondation d'utilité publique « Fondation contre le Cancer » à Bruxelles est autorisée à organiser une opération de tombola, dans tout le pays, du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018 inclus.